

La Roumanie

De la Dacie antique à l'État contemporain

La Roumanie plonge ses racines dans un très lointain passé, dans lequel la figure du roi dace Décébale correspondrait à ce que fut pour « nos ancêtres les Gaulois » un Vercingétorix. Mais ce pays danubien, dont l'existence nous est aujourd'hui familière et qui apparaît comme le plus peuplé de l'Europe du Sud-Est, n'est devenu que tout récemment, il y a environ un siècle et demi, un véritable État. C'est le Congrès de Paris de 1856, consécutif à la guerre de Crimée, qui fournit aux principautés « moldo-valaques » l'occasion d'échapper à la tutelle du sultan, c'est-à-dire à la mise en coupe réglée du pays par ses percepteurs et aux exactions de sa soldatesque. L'unité, puis l'indépendance complète suivront bientôt mais il faudra attendre la fin de la première guerre mondiale pour que la Transylvanie, d'où avaient surgi les premiers rassembleurs des terres roumaines, soit rendue à la Roumanie. Le chemin avait été long et semé d'embûches jusqu'à cette indépendance si longtemps et si ardemment désirée. Il avait fallu se débarrasser des dominations successives que leur situation géographique avait valu aux principautés apparues au XIII^e siècle, quand des nobles roumains transylvains, désireux d'échapper à la domination magyare avaient franchi les Carpates pour venir agréger en deux ensembles cohérents la multitude de pouvoirs locaux qui se partageaient les régions s'étendant des Carpates au littoral de la mer Noire et du cours inférieur du Danube à ceux du Pruth, du Sereth ou du Dniestr. Contraints de ménager à la fois les souverains polonais et hongrois en même temps que le sultan ottoman, les princes de Moldavie et de Valachie – transformés en chefs de guerre tels qu'Étienne le Grand, Vlad l'Empaleur ou, plus tard, Michel le Brave – surent parfois, à la faveur de campagnes heureuses, rassembler les forces roumaines ; mais les divisions et les ambitions des boyards, le jeu des puissances voisines et l'impossibilité, dans le contexte social et culturel de l'époque, de s'appuyer sur les masses paysannes avides de liberté reportaient fatalement à plus tard l'émergence d'une véritable nation.

À l'inverse de ce qui se produisit en de nombreux pays, ce ne fut pas l'État qui construisit la nation mais celle-ci qui, avec la prise de conscience née de la Révolution française et du « printemps des peuples » de 1848 finit par produire un État, ce que résume en 1859 la désignation d'Alexandre Ion Couza par les assemblées moldave et valaque. Débarrassés du joug ottoman ou des hospodars phanariotes corrompus que leur imposait la Porte, les Roumains devaient également obtenir l'émancipation de leurs frères transylvains opprimés par les Magyars dans le cadre de l'empire Habsbourg mais ils devaient également compter avec les ambitions d'une Russie qui, au nom de la « protection » qu'elle entendait accorder aux chrétiens orthodoxes poussait en fait ses pions en direction des détroits turcs et rêvait d'étendre aux Balkans l'empire de la « Troisième Rome ». Comme leurs voisins polonais, les patriotes roumains avaient été fascinés par la Révolution française et c'est à Paris, à l'occasion des cours donnés par Michelet au Collège de France, que l'intelligentsia roumaine en exil accumula les munitions intellectuelles des combats futurs ; tout autant qu'à l'idéologie révolutionnaire véhiculée dans toute l'Europe par les armées de la « Grande Nation » née de 1789 et de 1793, le sentiment national roumain emprunta à la conception organiciste allemande propre à Herder et c'est dans le passé lointain du peuple roumain, accroché à sa terre depuis plus de deux millénaires, davantage que dans les postulats idéologiques à prétention universelle de la nation jacobine, que le nationalisme roumain a cherché ses références.

On mesure alors les enjeux dont fut porteuse la reconstruction d'une histoire instrumentaliste pour affirmer la continuité multiséculaire d'un peuple en même temps que les droits qu'il

entendait exercer sur des terres qu'il jugeait devoir lui appartenir. Libéral en 1848, le nationalisme roumain, attaché à l'héritage d'un peuple paysan longtemps expulsé de la grande histoire mais enraciné dans sa tradition latine et dans son héritage orthodoxe, ne pouvait s'assimiler totalement au projet universaliste progressiste de la France républicaine, quels qu'aient été les espoirs excessifs placés par Paris dans la Petite Entente après 1919. Bucarest fut peut-être un temps le « petit Paris » du nord des Balkans mais le prestige de la langue et de la culture françaises – qui ont participé à l'admirable essor intellectuel qui nous a valu Nicolae Iorga, Mircea Eliade, Ernest Cioran, Eugène Ionesco ou Vintila Horia – ne doit pas faire oublier le puissant appel du sang, du sol et de la mémoire qui s'exprime alors dans le mouvement légionnaire de Corneliu Codreanu ; celui-ci rassembla au cours des années trente une bonne partie de la jeunesse intellectuelle déçue par le modèle occidental et tentée par le retour vers la Romania Mare, la mère-patrie bientôt emportée dans la tourmente de la seconde guerre mondiale, qui voit le pays passer de l'hégémonie allemande à la domination soviétique. Alors que la Hongrie ou la Pologne communistes composaient avec l'idéologie au fur et à mesure que s'éloignait le temps de la guerre, la Roumanie du dictateur mégalomane que fut Nicola Ceausescu s'engageait dans la mise en œuvre d'un volontarisme ubuesque qui, mêlant la « systématisation » des villages au remboursement d'une énorme dette extérieure, entraîna l'effondrement du niveau de vie de la population, ruinée et désespérée par quarante-cinq ans d'un régime communiste qui parvint longtemps à donner le change en instrumentalisant, face au « grand frère » soviétique, un nationalisme roumain demeuré très vivant.

De toutes les « démocraties populaires », la Roumanie fut celle où la sortie du communisme fut la plus violente et la plus dramatique ; elle paraît loin d'avoir terminé sa convalescence mais la perspective de l'intégration à l'Union européenne lui offre peut-être aujourd'hui de nouveaux horizons et l'espoir de renouer avec une histoire qui fut riche de brillantes potentialités mais qui engendra surtout pour le peuple roumain, né il y a vingt siècles de la volonté de Trajan, de redoutables épreuves.

Sommaire :

- La terre roumaine, du Danube aux Carpates
- Des origines à la Dacie romaine
- Des migrations barbares à l'éveil médiéval
- Sous la pression ottomane
- La naissance d'une nation
- D'une guerre mondiale à l'autre
- Le temps de la Roumanie communiste
- La lente marche vers l'Europe

La terre roumaine, du Danube aux Carpates

Étendue aujourd'hui sur 238 390 kilomètres carrés et peuplée de 22 400 000 habitants, la Roumanie s'inscrit dans un espace limité au sud par le cours inférieur du Danube – si l'on excepte la Dobroudja étendue sur la rive droite du fleuve quand celui-ci s'oriente vers le nord avant d'atteindre son delta – et l'arc carpatique au nord. Les Carpates décrivent une ample courbe pour rejoindre au nord les Carpates septentrionales et au sud les Balkans ; il s'agit de montagnes dont l'altitude moyenne apparaît assez faible (entre 1100 et 1300 m, quelques sommets pouvant s'élever au-dessus de 2000 m). Elles séparent la Moldavie de la Transylvanie et également la Valachie de cette dernière en même temps qu'elles constituent la colonne vertébrale de l'ensemble roumain, formé de la réunion de ces trois régions géographiques et historiques qui ont eu longtemps des destinées divergentes. Marquées par une forte présence humaine, les Carpates ont joué le rôle de refuge quand le pays a été sillonné par des vagues successives d'invasions et c'est à partir d'elles qu'à plusieurs reprises les Roumains sont repartis à la conquête de la plaine

valaque. Véritable château d'eau fournissant au bas Danube la plupart de ses affluents, le plateau transylvain, riche en ressources minières, se révéla dès l'Antiquité comme le centre de gravité de la Dacie indépendante avant d'être le cœur de la province donnée à Rome par Trajan. Sillonnée par le Pruth et le Sereth, le plateau moldave occupe l'est du pays alors que la Valachie (ou Munténie) est traversée par l'Argesh et l'Oltu.

Séparées par le Milcov, les deux principautés historiques de Valachie et de Moldavie ont connu une certaine communauté de destin liée à la domination ottomane alors que la Transylvanie, longtemps tributaire elle aussi du sultan eut surtout à subir une domination autrichienne (en fait surtout magyare) qui contribua fortement, en réaction, à l'éveil national roumain.

Le climat continental tempéré, la richesse de la plaine valaque et de la Dobroudja, l'abondance des cours d'eau et des forêts fournissaient d'emblée, avec une façade maritime dotée de plusieurs bons sites portuaires, d'importants atouts à la terre roumaine. Elle se trouvait en revanche en situation d'être convoitée par plusieurs empires prédateurs – l'ottoman, le russe et l'autrichien – et cet état de choses pesa très lourd pour le peuple roumain, réduit à l'inexistence politique pendant de longs siècles.

Des origines à la Dacie romaine

Un outillage contemporain du Paléolithique inférieur a été mis au jour sur divers sites préhistoriques roumains et les industries moustériennes caractéristiques des Néandertaliens ont également été identifiées au Paléolithique moyen. Diverses industries bien connues du Paléolithique supérieur (aurignacien et gravettien) sont également signalées et témoignent d'affinités avec la culture ukrainienne de Kostenki. Des objets de type azilien, tardenoisien et campignien ont également été identifiés et correspondent à la période « mésolithique » ou épipaléolithique.

Les premiers paysans néolithiques appartiennent à la culture de Starcevo (Ve millénaire avant J.-C.), pratiquent la culture du blé, réalisent une poterie encore rudimentaire et commencent à pratiquer l'élevage. Les figurines féminines de terre cuite de Cernadova comptent parmi les plus anciennes productions artistiques connues au nord des Balkans.

Contemporaine du IIIe millénaire avant J.-C., la civilisation de Vinca-Turdas, qui correspond au Néolithique moyen, entretient déjà des relations avec les hautes cultures du Proche-Orient ancien. Proches de la civilisation de Karanovo identifiée en Bulgarie, les cultures de Boian et Gumelnitza se sont développées au nord du Danube.

Au Néolithique récent, c'est la culture de Cucuteni-Tripolje qui domine à l'est des Carpates, caractérisée au début du IIIe millénaire avant J.-C. par une très belle céramique peinte et par des représentations anthropomorphes et zoomorphes très schématisées. Sous l'influence d'éléments venus de l'est, l'élevage prend à la fin du Néolithique une importance grandissante entre Carpates et Danube.

1900-800 av. J.-C. : Âge du bronze. Il est marqué par la floraison de brillantes cultures telles celles d'Otomani et de Periam-Pecica, qui s'inscrivent dans le contexte général de la civilisation des « champs d'urnes ». L'importance des armes et des parures en or révèle l'existence d'une société aristocratique caractéristique de l'Europe du IIe millénaire dont bon nombre de traits se reproduisent au cours de la période de Hallstatt ultérieure, marquée par l'extension, dans l'ouest de la Roumanie actuelle, de la culture dite des « tombes tumulaires ».

Marqué par la présence d'un substrat autochtone proto-thrace indo-européen analogue à celui identifié en Bulgarie, l'âge du fer voit l'intervention d'influences illyriennes en provenance de

l'ouest des Balkans et cimmériennes ou scythiques à partir des steppes du nord-est.

Seconde moitié du VIIe siècle avant J.-C. : Début de la colonisation grecque sur les côtes de la mer Noire (Pont Euxin). C'est surtout le fait de colons venus de Milet et de Mégare. Apollonia et Odessos sont fondées sur la côte bulgare actuelle, Istros (Histria) sur le littoral roumain aux bouches du Danube (que les Grecs appelaient Ister), Tyras aux bouches du Dniestr. Ces comptoirs qui commercent avec les indigènes de l'arrière-pays modifient profondément les civilisations autochtones. Histria est fondée par les Milésiens à la fin du VIIe siècle avant J.-C., Callatis (Mangalia) un siècle plus tard par des Grecs venus d'Héraclée du Pont dans une région riche en céréales, ce qui en fit un port exportateur de grains. Fondée par des Milésiens, Tomis (Constantza) n'apparaît qu'au début du Ve siècle avant J.-C. Vin, huile, produits de luxe sont échangés contre le blé, le miel, l'or et les esclaves. Ces comptoirs grecs connaîtront leur apogée à l'époque hellénistique.

514 avant J.-C. : Expédition de Darius en Scythie. C'est l'occasion pour Hérodote d'évoquer ultérieurement dans son Enquête la présence des Gètes de la Dobroudja qu'il distingue des Thraces. On peut donc considérer qu'au milieu du premier âge du fer, les Daco-Gètes sont déjà distincts de la masse des tribus thraces voisines.

Fin du IVe siècle avant J.-C. : Irruption des Celtes contemporains du deuxième âge du fer (période de La Tène) en Transylvanie. À l'intérieur de la zone carpatique, l'influence celte va jouer un rôle analogue à celle des Grecs et des Macédoniens sur les côtes dans la plaine valaque.

Milieu du IIIe siècle avant J.-C. : Début de la frappe monétaire chez les Géo-Daces. La céramique, l'organisation et le plan des sanctuaires permettent d'identifier très clairement, à partir du IIe siècle avant J.-C. une culture géto-dace particulière.

339 avant J.-C. : Selon Quinte Curce, le roi des Histriens n'a pu repousser les Scythes qui avaient envahi la Dobroudja mais c'est le roi Philippe II de Macédoine qui bat le Scythe Atéas et qui en profite pour étendre son royaume jusqu'aux bouches du Danube.

300 avant J.-C. : Une expédition macédonienne est vaincue par le roi gète Dromichaïtés et le roi thrace Lysimaque, l'un des Diadoques d'Alexandre, est même fait prisonnier peu après. Les sources relatives aux Gètes et aux Daces sont ensuite très rares et seuls quelques documents épigraphiques et quelques mentions de Trogue-Pompée évoquent des luttes avec les cités grecques ou avec des envahisseurs Bastarnes.

80 avant J.-C. : La Transylvanie apparaît sous le gouvernement de Burebista comme le centre d'un véritable État dace.

59 avant J.-C. : Burebista bat les Celtes Boiens et étend son royaume vers l'ouest jusqu'à la Morava. Il conquiert peu après le littoral pontique depuis Olbia jusqu'à Apollonia et pousse son avance jusqu'au Mont Haemus (la *Strana Planina* bulgare) mais la disparition de Burebista, contemporaine de l'assassinat de César, entraîne un rapide morcellement de son empire. Plusieurs rois, repliés sur le réduit transylvanien, lui succèdent cependant : Décénée, Comosicus, Coryllus, Scorilo, Duras-Diurpaneus et enfin Décébale.

28 avant J.-C. : M. Licinius Crassus conquiert la Dobroudja, qui sera intégrée à la province de Mésie.

11 avant J.-C. : Sextius Aelius Catus bat les Géo-Daces et en transfère cinquante mille au sud du Danube.

20 après J.-C. : Les Sarmates Iazyges s'installent dans le bassin de la Theiss avec l'assentiment de Rome qui tente de réaliser l'encerclement de la Dacie.

45 après J.-C. : C'est sous le règne de Claude que les Romains étendent la province de Mésie jusqu'aux rivages de la mer Noire et viennent s'installer sur la rive droite du Danube dont ils contrôlent désormais le cours depuis sa source en Forêt Noire jusqu'à son delta.

69-70 : Incursions répétées des Sarmates au sud du Danube. À cette époque, trois légions sont déployées en Mésie pour surveiller le cours du fleuve, souvent désigné sous son nom grec d'Ister. Quand les Daces lancent à leur tour l'offensive contre la Mésie, ils sont contenus et Vespasien conclut ensuite un accord avec eux mais, quand Domitien refuse de continuer à leur verser les subsides prévus dans le traité, ils relancent l'attaque durant l'hiver 85-86.

86 : Après les défaites subies par Fonteius Agrippa (en 70) et par Oppius Sabinus (en 85), le préfet du prétoire Cornelius Fuscus est écrasé par les Daces qui sont battus peu après par Tettius Julianus. Inquiet des projets de Domitien, le vieux roi Duras-Diurpaneus abandonne alors le pouvoir à Décébale qui est battu peu après par Tettius Julianus à Tapae – les Portes de Fer de la Transylvanie. La paix est conclue en 89 entre Domitien et Décébale, dans la mesure où la pression des Suèves et des Iazyges Sarmates en Pannonie est alors la menace la plus préoccupante. Elle est humiliante puisque Domitien consent au paiement d'un tribut.

101-102 : Première campagne de Trajan contre les Daces. Les Romains engagent douze légions et s'avancent jusqu'à Sarmizegetusa où le roi dace Décébale accepte leurs conditions mais prépare en fait sa revanche.

105-106 : Deuxième campagne de Trajan contre les Daces. Progressant de manière convergente depuis la Mésie et la Pannonie, les légions s'emparent du réduit dace adossé aux Carpates et Décébale se donne la mort. Ces campagnes ont été immortalisées par les reliefs de la colonne Trajane édifée en 113 et par le monument commémoratif dédié à Mars Ultor, érigé en 109 à Adam-Klissi. Une province de Dacie est constituée ; elle est divisée en deux en 119 entre une Dacie inférieure et une Dacie supérieure regroupant le centre et le nord du pays, la première administrée par un procurateur de rang équestre, la seconde par un légat de rang sénatorial susceptible de diriger, si nécessaire, les opérations militaires. Un *limes danubianus* est établi, allant de Turnu Severin à l'ouest jusqu'au sud de Braïla à l'est, par Craiova et Ploesti. Le limes Alutanus, qui se déployait en suivant le cours de l'Oltu, fut établi à l'époque de Septime Sévère. Sur le plan administratif, trois Dacies furent créées en 158-159 sous le règne d'Antonin : la Porolissensis au nord (du nom de sa métropole Porolissum), l'Apulensis au centre, riche en ressources minières diverses, où Apulum était le quartier général d'une légion (la XIIIe Gemina), enfin la Malvensis en Valachie occidentale. La première et la troisième étaient laissées à deux procurateurs, le légat conservant le gouvernement de l'Apulensis. Après 168 et en raison de la permanence de la menace barbare, les trois Dacies furent regroupées par Marc Aurèle en une seule, placée sous les ordres du légat installé à Apulum. L'ancienne ville royale des Daces, Sarmizegetusa, où l'empereur conquérant avait établi une colonie (*Colonia Ulpia Trajana Dacica*) était une cité prospère et florissante durant le temps de la *pax romana*. L'État romain poursuivit en l'affermant l'exploitation des ressources aurifères de la région, déjà commencée sous les rois daces.

Trajan établit dans les territoires conquis sur les Daces de très nombreux colons venus de toutes les régions de l'empire, ce que confirme Eutrope : « *Ex toto orbe romano infinitas eo copias hominum transtulerat ad agros et urbes colendos.* » Ces colons n'étaient pas tous d'origine latine, ce dont témoignent les inscriptions votives retrouvées dans cette province frontière : celles dédiées à Isis, à Horus ou au Jupiter d'Héliopolis signalent la présence d'Égyptiens, des Africains ont honoré la *Dea Caelestis* de Carthage, les Phrygiens Jupiter de Commagène ou Jupiter de Pruse, les Galates Jupiter de Tavium, les Gaulois ou les Germains Nehalena. Cariens, Dalmates ou Palmyréniens ont également laissé des traces mais l'élément latin était tout de même dominant sur le plan ethnique et linguistique.

Il est question, sous Hadrien, d'abandonner la Dacie, trop exposée à la menace barbare, mais les conseillers de l'empereur l'en dissuadent en faisant valoir, selon l'historien Vopiscus, que ce serait abandonner de nombreux citoyens romains : « *ne multi cives romani barbaris traderentur* ».

Évoqué par les auteurs du Bas Empire, cet épisode correspond sans doute aux menaces que firent peser alors sur la région les Sarmates et les Roxolans. On considère aujourd'hui que cette tentation est plus qu'hypothétique, d'autant qu'à la même époque Hadrien faisait construire un fossé entre les Carpates et le Dniestr. C'est à ce moment, sous les Antonins, qu'étaient également fondées les cités de Napoca et Drobeta ainsi que celles de Oescus, Novae, Durostorum et Troesmis établies à proximité des grands camps légionnaires de Mésie inférieure.

Après la défaite subie par M. Claudius Fronto face aux Quades et aux Marcomans, l'intervention de Marc Aurèle se révèle décisive pour refouler l'ennemi. Après lui, Septime Sévère renforce les défenses de la région et c'est à cette époque que l'ancienne Drobeta (sur le Danube, à hauteur des Portes de Fer) devient Turnu-Severin (la tour de Sévère).

Au III^e siècle, l'insécurité se généralise et le titre de Dacicus – attribué à Maximin, Dèce, Gallien et Aurélien – en dit long sur la nécessité des interventions fréquentes dans ces régions.

213 : Visite de Caracalla dans le nord de la Dacie.

247 : L'empereur Philippe vient diriger en personne les opérations conduites contre les Carpes qui menaçaient la Dacie.

250 : Dèce est proclamé « restaurateur de la Dacie » à Apulum après une victoire contre les Goths mais il est tué au combat l'année suivante en Mésie inférieure.

258-260 : Suèves et Sarmates franchissent le cours moyen du Danube.

268 : Claude II le « Gothique » bat les Goths à Naïssus (Nich) en Mésie inférieure.

274 : Face à la pression barbare, l'abandon de la Dacie « trajane » est décidé sous le règne d'Aurélien – certains auteurs pensent que l'évacuation était déjà entamée sous celui de Gallien. Le nom de Dacie « aurélienne » désignera désormais, au sud du Danube, une partie de la Mésie. À partir de Dioclétien, tout un diocèse de Dacie – divisé en cinq provinces – s'étendra au sud du Danube et de la Save.

Une fois abandonnées les régions situées au nord du Danube, la question se pose de la continuité qu'il convient ou non d'établir entre les habitants de la Dacie romanisée et les Valaques revenus dans l'histoire huit siècles plus tard. Ce problème revêt une grande importance dans la mesure où les réponses apportées varient selon les interprétations que font de cet épisode de l'histoire des régions danubiennes les Roumains, les Allemands et les Magyars. Il y a plus d'un siècle, alors que s'affrontaient les tenants des diverses « nationalités », la question a été parfaitement résumée par l'historien Alfred Rambaud : « Les Allemands et les Hongrois dont les compatriotes se sont établis en Transylvanie croient avoir intérêt à démontrer que l'abandon de la Dacie trajane fut complet, que les colons magyars, szeklers ou germaniques, quand ils s'y fixèrent, n'y trouvèrent aucune population latine. Ce serait à une époque postérieure que les Roumains, transplantés par Aurélien au sud du Danube, auraient reparu dans les Carpates et dans le bassin de la Theis (Tisza). Par conséquent ce ne sont pas les Hongrois et les Allemands qui ont dépouillé les Romains, mais ce sont les Roumains qui vinrent s'établir au milieu des populations magyares et germaniques ; ils sont des intrus dans l'ancienne Dacie ; rien d'étonnant si leur population s'est trouvée réduite à l'état de servage...

Avec la même ardeur, les Roumains soutiennent que leurs ancêtres n'ont cessé d'habiter la Transylvanie depuis le temps de Trajan et d'Aurélien ; l'usurpation politique des Allemands et des Magyars n'a même pas l'excuse d'un droit historique. Dans le premier système, le texte de l'historien latin Vopiscus (« *sublato exercitu et provincialibus reliquis... abductosque ex ea populos in Moesia collocavit* ») s'interprète dans le sens d'un abandon total, d'une transplantation en masse de colons latins au sud du Danube ; dans le second, il signifie seulement qu'Aurélien a retiré l'armée et les fonctionnaires (*provincialibus*) ; mais à part une faible partie des colons qui a

pu être transplantée en Mésie, la masse de la population est restée dans la Dacie trajane, défendant et maintenant sa terre à ses risques et périls. Si déjà, sous Hadrien, les citoyens romains semblaient trop nombreux pour qu'on se résignât à les abandonner aux Barbares, leur nombre devait être bien plus considérable sous Aurélien, l'occupation romaine de la Dacie ayant duré de l'an 106 à l'an 274, c'est-à-dire pendant cent soixante-huit ans. Les historiens roumains insistent sur l'absurdité d'un système qui voudrait qu'une si grande population ait été transportée tout entière en Mésie puis ait réémigré en masse plusieurs siècles après, de la péninsule des Balkans dans le vaste cirque formé par les Carpates... » Durant la période des invasions, les descendants des colons de Trajan sont naturellement contraints d'abandonner le plat pays pour des raisons de sécurité, afin de chercher refuge dans les hautes vallées de la montagne carpatique ; quand ils reparaîtront sous le nom de Valaques, ce sera d'abord dans les régions montagneuses qu'ils seront signalés. Avec le retour d'une relative sécurité, ils réapparaissent dans les plaines de Transylvanie, de Bucovine, de Bessarabie, de Moldavie et de Valachie. L'usage de la langue « roumaine » plaide en faveur de cette continuité – la grammaire est entièrement latine et six dixièmes du vocabulaire sont d'origine latine (trois dixièmes d'origine slave, le reste d'origine turque, grecque, magyare ou allemande). La toponymie des plaines et des cours d'eau est presque entièrement magyare ou germanique en Transylvanie mais elle est restée exclusivement latine dans les hautes terres, ce qui constitue un argument majeur en faveur de l'interprétation roumaine de l'histoire de la région.

Sous le règne de Dioclétien (284-305), l'actuelle Dobroudja devient la province de Scythie mineure qui, malgré les destructions infligées par les Goths, connaîtra un très bel essor durant le Bas Empire romain et l'époque byzantine, au moins jusqu'au VIIe siècle, malgré les ravages dus aux Avars en 587 et en 599.

IVe-VIe siècles : Le christianisme gagne ses premiers fidèles au nord du Danube, ce dont témoignent certains vestiges archéologiques.

Des migrations barbares à l'éveil médiéval

Fin du IVe siècle : Les populations daco-romaines demeurées au nord du Danube assimilent assez rapidement les envahisseurs Goths poussés vers les Balkans par la pression des Huns qui vont s'installer, au Ve siècle, dans les plaines de la Tisza et du Danube moyen. Les raids de pillage des cavaliers d'Attila font alors disparaître la vie urbaine au nord du Danube.

VIe siècle : L'empereur byzantin Justinien (527-565) entreprend plusieurs expéditions au nord du Danube mais ces efforts restent vains alors qu'à la même époque des Germains, les Gépides, paraissent solidement installés en Transylvanie où ils sont bientôt subjugués par les Avars, des nomades surgis des steppes asiatiques qui dominent l'espace allant de la Pannonie à l'Ukraine, jusqu'à ce que Charlemagne les écrase en 796.

Fin du VIe siècle : Arrivée des Slaves, qui vont cohabiter avec les Proto-Roumains avant d'être assimilés par eux au cours des siècles suivants. En 602, ils franchissent la frontière danubienne de l'Empire byzantin et se répandent dans l'ensemble des Balkans, ce qui a contribué au maintien et à la vitalité de l'élément proto-roumain, qui aurait été étouffé par la masse slave si elle était demeurée privée de l'exutoire qu'allait être pour elle l'expansion jusqu'aux rives de l'Égée et de l'Adriatique. Il en va de même des Proto-Bulgares qui, pour la majeure partie d'entre eux, s'installent finalement au sud du Danube.

Les migrations qui se sont succédé dans la région allant des Carpates au Danube, de la fin de l'Antiquité aux alentours de l'an mil, et même au delà si l'on évoque les avant-gardes mongoles du XIIIe siècle, n'ont pourtant pas réussi à ébranler l'unité culturelle et ethnique des autochtones. Goths, Gépides, Slaves et Avars, plus tard Bulgares, Petchenègues, Magyars, Coumans et Tatars

n'ont fait que passer ou ont été finalement assimilés puisque, durant les temps obscurs du haut Moyen Âge, la « roumanité » survécut à l'abri des montagnes transylvaines avant de s'affirmer de nouveau dans la plaine valaque et sur le cours inférieur du Danube.

XIIe siècle : Les textes témoignent de l'émergence progressive, entre Danube et Carpates, d'un peuple appelé à jouer dans cette région un rôle capital. Il s'agit des Valaques, également baptisés Vlaques à ces époques anciennes, puis désignés plus tard sous le nom de Roumains.

Chroniques, épopées et chartes anciennes témoignent de la présence des Valaques dans la région dès le haut Moyen Âge. La Chronique russe de Nestor affirme, à la fin du XIe siècle, que les Hongrois rencontrèrent les Valaques, en même temps que les Slaves, dès qu'ils franchirent les Carpates en 898 et que Slaves et Valaques cohabitaient dans la région. Le Notaire anonyme du roi Béla mentionne les luttes opposant Hongrois et Vlaques pour le contrôle de la Transylvanie. Simon Kéza écrit en 1205 que « les Vlaques étaient des anciens pasteurs et colons des Romains » et qu'ils sont demeurés depuis en Pannonie. Le poème germanique des Niebelungen nous montre les Vlaques placés sous l'autorité de leur roi Ramung (le Romain) établi dans le voisinage de la Pologne. Les chartes des rois de Hongrie écrites aux XIe et XIIIe siècles décrivent les Vlaques occupant la Transylvanie depuis un temps immémorial : « *a tempore humanam memoriam transeunte per majores ; avos atavosque... possessa* » (charte de 1231). En 1263, il y a des Valaques dans l'armée du roi Bela IV. Les Vlaques ne sont pas alors de simples bergers ou des paysans attachés à leur terre, ils ont une aristocratie formée de voïvodes, de juges de villages, de grands propriétaires se faisant confirmer leurs privilèges par les souverains hongrois. Ils disposent d'assemblées de comtés (*congregationes*) et se réunissent en communautés (*universitates*) qui revendiquent des droits ou défendent leurs coutumes. Peu nombreuse et subordonnée à l'aristocratie magyare, cette aristocratie roumaine va se magyariser mais c'est d'elle que sortiront ultérieurement un Jean Hunyadi et un Mathias Corvin. Ces Roumains ont un alphabet dont ils ont communiqué l'usage à leurs voisins les Szekler. Il s'agit de l'alphabet paléo-slave, celui de leur langue ecclésiastique reçue avec le christianisme de leur voisin l'Empire bulgare.

À partir de la conquête définitive de la Transylvanie par le roi de Hongrie saint Étienne (997-1038), le développement d'un État roumain est compromis par celui de l'État magyar, d'autant que les Hongrois, devenus catholiques, persécutent les Roumains demeurés orthodoxes. Cette persécution aura pour effet de faire partir de Transylvanie deux groupes de Valaques qui, se déplaçant vers les plaines du Danube et vers le littoral de la mer Noire, iront y fonder les deux principautés de Moldavie et de Valachie.

À cette époque, les Valaques se répandent dans l'ensemble des Balkans, dans les nombreuses régions qui ont vu leur population régresser et l'on voit se multiplier les « Petites Valachies » (en Épire, dans le Rhodope...) alors que la Thessalie est parfois désignée sous le nom de « Grande Valachie ». Une partie de ces populations descend des éléments romains établis jadis sur la côte adriatique, que l'on désigne parfois sous le nom de « Valaques noirs ». Selon certaines sources, les Valaques de Thessalie se disent *Armini* (Romains) alors que ceux du Danube se désignent déjà comme *Romini*. Les chroniqueurs byzantins signalent dès le VIe siècle la présence de populations usant d'une langue latine dans la région. À la fin du Xe siècle, Cinnamus écrit que « les Valaques descendent d'anciens colons d'Italie » et, en 1033, le tsar bulgare Samuel élève des fortifications en un lieu appelé Kimba-Lungu, un nom à l'évidence « roumain ». À partir du XIIe siècle les mentions des Valaques deviennent courantes dans les textes byzantins. Évoquant les populations des Balkans et de Mésie, Nicéas affirme alors que « les habitants de ce pays s'appelaient autrefois Mésiens et aujourd'hui ce sont des Valaques ». L'histoire de ceux-ci se confond dans une large mesure, pendant le XIIe siècle, avec celle de leurs voisins bulgares avec lesquels ils combattent à plusieurs reprises les empereurs byzantins. Au début du XIIIe siècle, le souverain bulgare Kaloyan, qui domine alors les Balkans et s'est attaché le concours des Valaques, écrit au pape Innocent III en invoquant curieusement une commune ascendance romaine « *in memoriam sanguinis et patriae nostrae, a qua descendimus* ».

XIIIe-XIIIe siècles : Les Valaques apparaissent plus nettement en Transylvanie et se répandent à l'est des Carpates. Plusieurs petites principautés se constituent, dont la réunion aboutira à la

formation de la Valachie et de la Moldavie. Des principautés de ce type sont identifiées à cette époque en Moldavie : celles, slaves, de Jassy et de Berlad, ou celles, roumaines d'Olténie, de Petite et de Grande Valachie – qu'il ne faut pas confondre avec la « Grande Valachie » thessalienne évoquée plus haut –, respectivement aux mains du ban Bessaraba et du voïvode Seneslav. D'autres petits « États » comparables existent alors en Bucovine et aux confins de la Galicie. C'est au sein de cette population dans laquelle se mêlent éléments slaves et roumains que viennent alors s'implanter les colons transylvains qui unifient les principautés séparées et accroissent régulièrement l'importance de l'élément latin, ce qui aboutira à une assimilation complète des éléments slaves.

1290 : La première principauté valaque est fondée par un certain Radu Negru (Rodolphe le Noir), parfois nommé Tugomir Bassaraba, qui, vassal du roi de Hongrie Vladislav le Kouman, quitte son duché et franchit les Carpates pour établir sa capitale à Campu-Lungu. Il marie sa fille au roi de Serbie Stefan Milioutine et, fort de cette alliance, peut ainsi échapper à la tutelle hongroise.

1330 : Le roi de Hongrie Charles Robert d'Anjou est battu à Posada par Alexandre Bassaraba, un successeur de Radu Negru, quand il tente de lui imposer son autorité. Le successeur de Charles-Robert, Louis le Grand, échoue à son tour et, en 1377, Radu II peut acquérir une complète indépendance par rapport au trône hongrois. Pendant ce temps, l'État valaque s'étend toujours plus loin vers la mer Noire, occupant tout le territoire compris entre les bouches du Danube, la Dobroudja actuelle y compris la ville de Silistrie, ainsi qu'une partie de la Bessarabie, qui tire son nom des princes valaques de la dynastie des Bassaraba.

1349 : Le prince transylvain Bogdan s'établit à Suciava et fonde la principauté de Moldavie. Cette région a été conquise auparavant par le prince Dragosh, à l'époque où Radu le Noir s'établissait en Valachie, mais Dragosh et ses descendants, Sas et Balk, sont demeurés soumis au roi de Hongrie. C'est contre cette situation que se dresse Bogdan qui vient battre Balk et constituer à son tour, en Moldavie, un État indépendant. Pour faire face aux expéditions lancées par Louis de Hongrie, Bogdan doit reconnaître la suzeraineté du roi de Pologne. Il est clair que pour les principautés roumaines, l'adversaire principal demeure, à l'époque de leur naissance, le royaume de Hongrie dont elles sont séparées par les Carpates. À l'inverse, elles se tournent naturellement vers la Bulgarie et la Serbie : le Danube n'est pas une frontière et l'adhésion commune à l'orthodoxie est un puissant facteur de rapprochement.

1363 : Les Turcs remportent une première victoire sur une coalition de Valaques, de Bosniaques, de Serbes et de Hongrois à Sirf-Sindughi.

1374 : La dynastie de Bogdan s'éteint avec son fils Latzcu, qui s'est rapproché un temps du catholicisme, dans le vain espoir d'apaiser l'hostilité de la Hongrie. Le Lithuanien Iuga Koriatovitch est fait prince mais meurt en 1375. C'est un Valaque, Pierre Mouchate, qui inaugure une nouvelle dynastie en régnant de 1375 à 1391.

1386 : Avènement en Valachie de Mircea Ier le Grand qui régnera jusqu'en 1418. Il doit faire face au péril turc tout en se gardant de la menace hongroise. En s'alliant avec le roi de Pologne Vladislav Jagellon, il pense pouvoir neutraliser les ambitions hongroises et y parvient mais la victoire remportée par Mourad Ier sur les Serbes à Kossovo en 1389 place la Valachie dans une situation difficile. Battu par les Turcs, Mircea est exilé à Brousse et doit accepter de se soumettre au tribut pour être libéré en 1391.

1395 : Le roi de Hongrie Sigismond, inquiet de la poussée ottomane, s'allie à la principauté valaque mais Mircea est battu à Rovine et la croisade chrétienne organisée l'année suivante est complètement vaincue à Nicopolis par les troupes du sultan Bayézid Ier.

1401-1433 : Règne d'Alexandre le Bon, le premier véritable organisateur de la principauté moldave. Les deux principautés sont cependant affaiblies du fait d'un régime de succession au trône mêlant l'hérédité et l'élection dans la famille royale par un conseil des boyards. Les successions seront donc à plusieurs reprises l'occasion de luttes de clans nuisibles au bien

commun.

1411 : Le souverain valaque Mircea Ier doit de nouveau accepter de payer tribut au sultan Mehmed Ier. Quand il s'en dispense et soutient contre lui un prince rebelle, Mehmed occupe les forteresses de Giurgévo et de Turnu-Séverinu d'où il peut lancer des expéditions de pillage en Valachie. La succession de Mircea, disparu en 1418, se révèle difficile en raison des luttes opposant ses descendants à leurs cousins. C'est Vlad III le Diable qui réussit à s'imposer sur le trône.

1444 : Défaite à Varna de la croisade conduite par le roi de Hongrie Vladislav Jagellon contre les Turcs.

1453 : Les forces du sultan Mehmed II s'emparent de Constantinople et mettent ainsi fin à l'Empire byzantin.

1456 : Le prince moldave Pierre Aron paie pour la première fois tribut aux Turcs.

1456 : Avènement de Vlad IV en Valachie. Le pays est alors largement repassé sous la coupe des Hongrois et doit de plus – outre un tribut annuel de 12 000 ducats – donner cinq cents enfants par an pour le corps des janissaires. Après la disparition du Hongrois Jean Hunyadi (d'origine roumaine, il a été appelé en Hongrie par le roi Sigismond) et de l'Albanais Skanderbeg – qui ont tous deux été à la tête de la résistance contre le Turc – c'est Vlad IV, surnommé l'Empaleur par ses ennemis, qui reprend le flambeau de la lutte contre les Ottomans et inflige une sévère défaite aux armées de Mehmed II, contraintes de se replier sur Andrinople.

Sous la pression ottomane

1457-1504 : Règne en Moldavie du prince Étienne IV le Grand. Contre Pierre Aron qui avait fait tuer son père, Étienne a pu compter sur l'aide de Vlad, le prince de Valachie, mais il le remplace par son frère Radu III le Beau, favorable au compromis avec les Turcs. Étienne bat à Baïa le roi de Hongrie Mathias et fait exécuter Pierre Aron, puis il combat les Tartares. En 1470, il chasse Radu le Beau du trône de Valachie et le remplace par Laiôte Bassaraba qui le trahira bientôt pour s'allier aux Ottomans.

14 janvier 1475 : Malgré l'infériorité de ses forces, Étienne bat les Turcs à Rakova près de la rivière de Berlad. La victoire est totale et vaut un immense prestige au prince de Moldavie.

1476 : Vaincu par une nouvelle armée turque, Étienne doit se replier en Pologne mais prend bientôt une éclatante revanche, dépose Laiôte Bassaraba qui l'avait trahi et restaure Vlad l'Empaleur sur le trône valaque dont il l'avait écarté. Vlad mourra l'année suivante, en 1477, et la Valachie doit alors reconnaître la suzeraineté ottomane.

1484 : Les Turcs du sultan Bayezid II parviennent à s'emparer de Kilia, une forteresse du bas Danube qui est en même temps un important port moldave, et d'Akkerman (Cetatea Alba). Pour pouvoir faire face aux Turcs, Étienne est contraint de prêter hommage au roi de Pologne, mais celui-ci limite l'envoi des secours espérés. Le successeur du roi Casimir, Jean-Albert, souhaite même s'entendre avec Vladislav de Hongrie pour se débarrasser d'Étienne mais celui-ci surprend les Polonais, leur inflige une défaite totale en 1497 et les poursuit jusqu'à Lvov (Lemberg).

1499 : Le traité conclu entre la Pologne et la principauté moldave fait disparaître toute trace de vassalité de la seconde par rapport à la première.

1504 : Étienne, déçu par l'attitude des souverains occidentaux qui ne l'ont pas soutenu dans sa lutte contre le sultan, conseille à son fils Bogdan de se soumettre aux Turcs, ce que l'intéressé fera

en 1513 en envoyant à Constantinople un ambassadeur qui reconnaîtra la suzeraineté du sultan sur la Moldavie, un siècle après la soumission de la Valachie. Après la Grèce, la Serbie, la Bulgarie, l'Albanie, et avant la Hongrie, les principautés roumaines étaient tombées pour plusieurs siècles sous la domination ottomane. Valaques et Moldaves ne doivent cependant payer, au début, qu'un tribut modéré et ils échappent à l'occupation ottomane et à la construction de mosquées ; cette situation ne dure guère dans la mesure où le règne de Soliman le Magnifique (1520-1556), qui voit l'apogée de la puissance ottomane, correspond à une nouvelle poussée au nord des Balkans. La prise de Belgrade en 1521, la victoire de Mohacs qui entraîne la fin de l'indépendance hongroise (1526) et, enfin, l'échec turc devant les murs de Vienne (1529) entraînent fatalement la confirmation de la poussée turque au nord-est du Danube.

1514 : Le *Jus tripartitum magyar* imposé en Transylvanie organise la domination totale de la noblesse magyare sur la paysannerie roumaine qui s'était révoltée en 1324, 1437, 1480 et 1514.

1521 : Mahmoud-Beg dirige une expédition vers la Transylvanie et s'empare de Nagut-Bassaraba, fils du dernier voïvode de Valachie, qu'il envoie à Constantinople avec toute sa famille. Quand les boyards valaques élisent un nouveau prince nommé Radu et envoient des délégués au Sultan pour demander la confirmation de son élection, les délégués sont étranglés et les membres de leur suite renvoyés avec le nez et les oreilles coupés. Mahmoud-Beg bat ensuite Radu et se proclame beg du sandjak de Valachie. Les boyards ne s'avouent pas vaincus et appellent au secours le Transylvain Jean Zapolya qui n'était pas encore soumis aux Turcs (il s'entendra avec eux après la chute de la Hongrie). Mahmoud fait alors mine de garantir les privilèges valaques mais, quand le nouvel élu des boyards se présente devant lui, il le fait tuer. La guerre reprend et Jean Zapolya livre cinq batailles aux Turcs mais, conscient de la faiblesse des forces face aux moyens que pouvaient déployer les Ottomans, il conseille aux Valaques de faire leur soumission et un nouveau prince, appelé lui aussi Radu, accepte finalement de se soumettre en 1524.

1517-1527 : Règne d'Étienne le Jeune en Moldavie. Le demi-frère de Bogdan, Pierre Rarès, fils naturel d'Étienne le Grand, lui succède (1527-1546). Il tente sans succès de s'appuyer successivement sur les Turcs et les Autrichiens mais échoue finalement dans ses tentatives d'expansion territoriale qui permettent aux Ottomans d'imposer plus complètement leur autorité en Moldavie. À la mort de Pierre Rarès, son fils Élie lui succède mais sa conversion à l'islam et son départ pour Constantinople laissent le trône à son frère Étienne, massacré lors d'une révolte des boyards. C'est le fils d'un bâtard d'Étienne le Grand, Alexandre Lapusneanu, un protégé des Polonais, qui lui succède et cherche à se concilier à la fois les bonnes grâces du Sultan et celles du souverain polonais.

1541 : Formation de la principauté autonome de Transylvanie.

1559 : Kiajna, veuve du prince de Valachie Pierre le Berger, intrigue auprès des Turcs pour faire reconnaître à ses fils Pierre le Boiteux et Alexandre, puis à son petit-fils Mircea II, l'autorité sur les deux principautés roumaines mais elle doit compter avec un autre prétendant, Pierre Cercel, protégé du roi de France Henri III qui avait été un éphémère roi de Pologne. Cercel est finalement étranglé en 1590 sur l'ordre du sultan. qui remplace l'année suivante Mircea II par un certain Étienne Bogdan, remplacé lui-même par Alexandre Bogdan en 1592.

1562 : Un aventurier d'origine grecque, Jacques Héraclide Basilicos – qui avait combattu jadis dans les armées de Charles Quint avant de se convertir au protestantisme – bat Lapusneanu à Verbia et s'empare du trône, avec l'appui de l'empereur Ferdinand. Il accepte d'augmenter le tribut versé aux Turcs. Il est renversé par une insurrection populaire en 1564. Lapusneanu reprend le pouvoir, massacre les boyards qui l'avaient abandonné et se rapproche du sultan. Il transfère sa capitale de Suciava à Jassy. Il est empoisonné en 1568. Son fils Bogdan est renversé quatre ans plus tard.

1565 : Par la paix de Szatmar (Satu Mare), confirmée par celle de Spîre en 1570, la Transylvanie reconnaît la suzeraineté de l'empereur Habsbourg. Elle se trouve désormais soumise à un régime de double vassalité la faisant dépendre à la fois de Vienne et Constantinople, mais le tribut payé

au Sultan est nettement moins élevé que ceux dûs par la Moldavie et la Valachie. À cette époque, seuls trois « nations » sont reconnues en Transylvanie – Magyars, Saxons et Szeklers, une communauté hungarophone mais ethniquement différente des Magyars – et, en matière religieuse, seuls le catholicisme, le calvinisme, le luthéranisme et l'Église unitarienne de l'évêque de Kolosvar (Cluj) Francis David, établie à partir de 1564. Les Roumains et les chrétiens orthodoxes ne bénéficient alors d'aucun droit.

1572 : Descendant d'Étienne le Grand, Jean le terrible devient prince de Moldavie ; il tente de s'opposer à l'avènement d'Henri de Valois au trône de Pologne et se dresse finalement contre les Turcs quand ils prétendent augmenter le tribut payé par la principauté. Il bat Pierre le Boiteux, fils de Kiajna, à qui les Turcs entendaient remettre la Moldavie, puis pénètre en Valachie s'empare de Tirgoviste et y installe comme prince Vintila, l'un de ses fidèles. Il prend ensuite Braila où s'était réfugié Pierre, écrase une armée ottomane à Bender, prend Cetatea Alba (Akkerman) dont la garnison turque est massacrée. Il est trahi par un boyard, Jérémie Golia, qui laisse l'armée de Sélim II franchir le Danube pendant qu'il affronte lui-même les Tatars dans le nord du pays. Il est de nouveau trahi par les boyards lors de la bataille de Kagoul (1574). Vaincu, le prince est écartelé et la principauté, dévastée par les Turcs, apparaît ruinée pour longtemps d'autant que la famine et la peste achèvent de dépeupler le pays. Pierre le Boiteux et Jean le Saxon se succèdent alors sur le trône mais sont soumis par le sultan à des exigences fiscales de plus en plus lourdes. Devenu prince en 1591, Emmanuel Aron pressure les populations pour pouvoir acheter son pouvoir auprès de la Sublime Porte.

1593 : Avènement en Valachie de Michel le Brave, qui se rapproche rapidement de l'empereur pour se débarrasser de la domination ottomane.

Novembre 1594 : Après les avoir réunis, Michel fait massacrer tous les créanciers qui ruinaient méthodiquement le pays valaque. C'est une véritable déclaration de guerre adressée au sultan et le prince s'empare de la citadelle de Giurgievo (Giurgiu) dont il massacre la garnison. Il bat ensuite à trois reprises Hassan Pacha, gouverneur de Roumélie et, en mars 1595, faisant franchir à son armée le Danube gelé, il inflige une nouvelle défaite aux Turcs dont le chef est tué peu après. Les succès remportés en Hongrie par les Ottomans (prise de Gran sur le Raab en septembre 1594) sont ainsi annulés et les Balkans se trouvent menacés.

13 août 1595 : Michel le Brave bat l'armée de Sinan-Pacha dans la plaine valaque, près du village de Kalougaréni.

8 octobre 1595 : Michel s'empare de Tirgoviste. Les Turcs évacuent Bucarest et se replient sur le Danube mais, surprises à Giugiu, les forces ottomanes sont taillées en pièces et noyées dans le fleuve.

Décembre 1595 : Les Polonais chassent de Moldavie Étienne Rasvan, protégé du prince de Transylvanie Sigismond Bathory et allié de l'empereur et de Michel le Brave, et le remplacent par un boyard qui leur est acquis, Jérémie Movila, que les Turcs reconnaissent.

26 octobre 1596 : Chassés de Valachie, les Turcs battent les Impériaux à Keresztes. Ils concluent un armistice avec Michel, inquiet des changements intervenus en Moldavie et en Transylvanie où Sigismond a abandonné sa couronne à l'empereur Rodolphe.

1598 : Michel, qui était vassal de Sigismond, reconnaît pour suzerain l'empereur qui lui assure la possession héréditaire de la Valachie et l'exempte de tout tribut. Le retour de Sigismond Bathory, qui remet finalement la Transylvanie à son cousin le cardinal André Bathory (allié de la Pologne) change de nouveau la donne. Rodolphe et Michel ne peuvent accepter que la Pologne, proche des Turcs, contrôle indirectement Moldavie et Transylvanie.

28 octobre 1599 : Michel écrase les forces de Bathory à la bataille de Schellenberg. Le cardinal est tué et, le 1er novembre, Michel entre en vainqueur à Alba-Julia. La Transylvanie est conquise avec l'approbation de l'Autriche qui craignait de voir Michel se rapprocher des Turcs. La victoire

entraîne le soulèvement des masses paysannes roumaines mais Michel commet l'erreur de s'appuyer sur la noblesse magyare contre le peuple qui attendait de sa victoire sa libération. Il se coupait ainsi de ceux qui pouvaient assurer dans la durée la domination d'un prince roumain sur la Transylvanie.

1600 : Contre l'avis de l'empereur qui craint des complications avec la Pologne, Michel chasse Jérémie Movila et s'empare du trône de Moldavie. Il peut dès lors se proclamer prince « de Valachie, Transylvanie et Moldavie » réalisant ainsi pour la première fois l'unité des terres roumaines.

18 septembre 1600 : Michel est battu par les Impériaux qui se sont retournés contre lui près du village de Mirislau. La Transylvanie, où la noblesse magyare prend sa revanche, est perdue. Michel a eu le tort de chercher à s'appuyer sur elle et a commis l'erreur d'avoir conservé sa confiance à l'empereur. Il est ensuite battu en Valachie par les Polonais et les forces de Jérémie Movila qu'il avait chassé de Moldavie. Les boyards l'abandonnent et se soumettent à un nouveau prince, Siméon Movila. Michel se réconcilie avec l'empereur, inquiet de voir les Hongrois se rapprocher de la Pologne, et bat ceux-ci à Goroslov.

1601 : Mort de Michel le Brave à l'occasion d'une querelle avec le général commandant les troupes impériales qui l'accusait à tort de trahison au profit des Turcs. Michel avait pourtant contribué à affaiblir la puissance de ceux-ci mais, trahi par les boyards, confronté à l'hostilité de la Pologne et des Hongrois ainsi qu'aux inquiétudes qu'il inspirait à l'empereur, il n'a pas su – alors qu'il s'était rendu maître des trois principautés roumaines – s'appuyer sur les masses paysannes qui pouvaient constituer son plus solide soutien mais auxquelles le coût des guerres et du recrutement des mercenaires imposait une pression fiscale insupportable. Un tel choix ne pouvait correspondre à ce qu'était la représentation qu'il se faisait, à la fin du XVI^e siècle, de ce que devait être son pouvoir. Il faudra attendre l'émergence d'une véritable conscience « nationale », apparue deux à trois siècles plus tard pour que se pose dans ces termes la question roumaine. La mort de Michel correspondait à la disparition du dernier prince roumain qui ait tenté de soustraire son peuple à l'oppression ottomane.

1630-1648 : Georges Ier Rakoczi est voïvode de Transylvanie. Après Gabriel Behlen qui l'a précédé de 1613 à 1648, il affirme l'indépendance de la principauté dont l'économie est alors prospère.

1632-1658 : Un voïvode énergique Mathieu Bassaraba dirige la Valachie et il en va de même de Vasile Lupu en Moldavie entre 1634 et 1653 mais les exigences du sultan vis-à-vis des principautés tributaires sont toujours plus lourdes et les rivalités des boyards, soucieux avant tout de leurs intérêts particuliers, interdisent toute réaction « nationale ».

1640 : Parution en Valachie du premier ouvrage imprimé en langue roumaine. La première Bible le sera en 1688.

1646-1651 : Un collège humaniste où l'enseignement est donné en latin et en grec fonctionne à Tirgoviste.

1656 : Premier traité d'alliance entre la Russie et la Moldavie.

1657 : Le voïvode transylvain Georges II Rakoczi se voit reprocher par la Porte d'avoir soutenu la Suède contre la Pologne et le pays est envahi par les Turcs qui mettent en place de nouveaux voïvodes : Akos Barcsay (1658-1660) puis Michel Ier Apafy (1662-1690), installés par les grands vizirs Köprülü qui donnent alors une nouvelle vigueur à l'Empire ottoman.

1672 et 1676 : Deux guerres victorieuses contre la Pologne permettent aux Turcs de s'emparer d'une partie de l'Ukraine et de la Podolie.

1683 : La victoire remportée devant Vienne contre les Turcs par les Autrichiens et les Polonais de

Jean Sobieski marque le début du reflux ottoman et de la reconquête habsbourgeoise de la Hongrie et d'une partie des Balkans.

1684 : La formation de la Sainte Ligue (Autriche, Venise, Pologne puis Russie en 1696) permet de porter des coups répétés aux Ottomans.

1686 : Par les traités de Vienne (26 juin) et de Blaj (27 octobre), l'empereur Léopold Ier impose au voïvode transylvain, contre sa « protection », le paiement d'un lourd tribut et l'occupation militaire de douze forteresses du pays.

1690 : Le voïvode de Moldavie Constantin Cantemir conclut à Sibiu un traité secret avec l'Autriche. En fait, les dirigeants des deux principautés doivent constamment louvoyer entre Vienne et Constantinople.

4 décembre 1691 : La Charte léopoldine insère la Transylvanie dans le cadre habsbourgeois en lui laissant son autonomie par rapport à la Hongrie.

1692 : L'empereur place à la tête du pays Georges Banffy, sans tenir compte des derniers voïvodes nommés par le sultan.

1694 : Le prince roumain Constantin Brancoveanu (1688-1714) fonde à Bucarest l'Académie de Saint Sava dont les professeurs sont des Grecs et où la langue d'enseignement demeure le grec. Seule une minorité privilégiée peut suivre cet enseignement mais il contribue à la permanence de résistance culturelle contre la domination ottomane.

1697 : Grande victoire du prince Eugène de Savoie sur les Turcs à Zenta.

26 janvier 1699 : Conclue pour vingt-cinq ans, la trêve de Carlowitz abandonne la Hongrie à l'empereur et précise que « la Transylvanie étant présentement en sa possession, elle restera entre ses mains avec ses anciennes limites ». Les Turcs conservaient le Banat de Temesvar (Timisoara).

1700 : Constantin Cantacuzène publie à Venise la première carte de la Valachie. Il rédige par ailleurs une première Histoire des Roumains.

1710 : Le tsar Pierre le Grand envahit la Moldavie en espérant soulever les Roumains mais son armée, encerclée, doit se replier et il est contraint de négocier en 1711 le traité du Pruth qui l'oblige à rendre Azov aux Turcs. Le voïvode Dimitrie Cantemir, qui s'est allié aux Russes, est contraint à l'exil. Orientaliste érudit, il sera l'un des fondateurs de l'Académie de Saint-Pétersbourg. Le sultan le remplace en 1711 sur le trône moldave par le Grec Nicolas Mavrocordato.

Mars 1714 : Le *hospodar* (gouverneur) de Valachie Constantin Brancoveanu est arrêté par les Turcs et transféré à Constantinople où, accusé de collusion avec les Autrichiens, il est mis à mort avec toute sa famille.

1714-1716 : Règne d'Étienne Cantacuzène lui aussi exécuté par les Turcs. Il fut le dernier hospodar « national » en Valachie, comme Dimitrie Cantemir le fut en Moldavie. Désormais les Turcs ne nommeront plus que des hospodars grecs phanariotes – issus du quartier grec du Phanar à Constantinople. Nicolas Mavrocordato devient ainsi hospodar de Moldavie en 1711, puis de Valachie en 1716. On voit dès lors se succéder sur les deux trônes roumains des Cantacuzène, des Paléologue, des Kallimachi ou des Ypsilanti.

La période « hellénique » de l'histoire roumaine durera ainsi jusqu'en 1821. Le haut clergé roumain est exclusivement recruté parmi les Grecs et l'on parle le grec à la cour des hospodars. Alfred Rambaud a parfaitement résumé la situation qui prévaut désormais dans les pays roumains : « Quand un nouvel hospodar, après avoir prodigué l'argent, est choisi par la Porte, il subit, à Constantinople, une double investiture : l'une politique, tout ottomane, l'autre religieuse,

toute grecque. La Porte lui décerne, comme insignes de ses fonctions, la masse d'armes et les trois queues de cheval, qui font de lui un pacha de rang supérieur ; revêtu de l'uniforme de colonel des janissaires, il va aux casernes de ceux-ci goûter leur soupe et leur faire largesse. Puis, à la cathédrale orthodoxe, il est sacré par le patriarche grec au chant des polychronia, avec le vieux cérémonial byzantin. Doublement étranger pour cette double consécration au peuple qu'il doit régir, quand il s'achemine vers sa capitale, Bucarest ou Jassy, c'est avec l'appareil d'un conquérant, avec une garde turque sous un aga et, en arrière-garde, la horde de ses créanciers ottomans ou grecs. Sa cour tient à la fois de celle d'un despote grec et de celle d'un pacha ; d'un côté les logothètes, d'autre part les préposés aux babouches, au café, à la pipe, au narghilé. Non seulement les principautés ont été, au profit de l'élément grec, dénationalisées mais les traités qui – en 1477 pour la Valachie, en 1513 pour la Moldavie – avaient, même sous le joug ottoman, assuré l'autonomie des deux principautés, sont désormais lettre morte. Les princes ne sont plus voyageurs mais triennaux. Achetant plus cher que jamais leurs charges, n'ayant que trois ans au plus pour récupérer leurs avances, ils tondent de plus près leurs sujets et se hâtent de les tondre. Simples publicains étrangers sous le titre de princes, ils ne se font aucun scrupule de s'appuyer sur la Porte : ayant licencié, par économie ou par politique, l'armée nationale, comptant uniquement sur les régiments turcs, ils rendent le peuple plus esclave, la noblesse plus servile... »

21 juillet 1718 : Après les victoires remportées par le prince Eugène à Peterwardein et Belgrade, les Turcs doivent signer le traité de Passarowitz par lequel ils abandonnent à l'Autriche le Banat de Temesvar, la Petite Valachie occidentale et le nord de la Serbie.

1730-1751 : Innocent Micu, métropolite orthodoxe de Transylvanie, tente de rapprocher son peuple de l'Église romaine en espérant que cela permettra une amélioration du sort des Roumains. Ceux-ci constituaient une forte minorité dans le Banat de Temesvar et la majorité de la population en Transylvanie mais ils se voyaient refuser tout droit par les « trois nations privilégiées » (Magyars, Saxons et Szeklers). Ils étaient exclus de la Diète transylvaine sous prétexte qu'ils n'étaient pas catholiques et la masse du peuple était soumise au servage, la domination magyare ne se maintenant que par la violence.

1746 : Réforme de Constantin Mavrocordato qui transforme les serfs valaques en tenanciers libres et substitue un impôt annuel unique payable en quatre termes aux multiples charges qui accablaient la paysannerie ; une réforme analogue sera réalisée en Moldavie en 1749. Il s'agit surtout d'enrayer l'abandon des terres et des villages qui menace alors d'entamer les ressources que les grands propriétaires tirent des masses rurales. À cette époque, les hospodars phanariotes de Bucarest et de Jassy qui gouvernaient au nom de la Sublime Porte avaient mis en place un système fondé sur la corruption au point que les deux principautés étaient surnommées le « Pérou des Grecs ». Mavrocordato fait arrêter les boyards qui sont les porte-parole de la cause nationale et les expédie à Constantinople où ils sont décapités. Selon l'historien Elias Regnault « le règne des Phanariotes a été pour la Moldo-Valachie quelque chose de plus triste que la ruine, le déshonneur. »

Octobre 1768- juillet 1774 : Guerre russo-turque.

1769 : Les Russes occupent la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie. En juillet 1770, Alexis Orlof détruit la flotte russe à Tchesmé, près de Chios. Au même moment, le général Roumiantsof écrase deux armées turques qu'il refoule sur le Danube à la bataille de la Larga, complétée quelques jours plus tard par la victoire de Kagoul, qui permet l'occupation de toute la Valachie en 1771. Le traité de Kutchuk-Kainardja, conclu en juillet 1774, met fin à la guerre russo-turque. Catherine II se voit reconnaître un droit de protection des populations chrétiennes des Balkans soumises à la domination ottomane.

1775 : L'Empire ottoman doit céder à l'Autriche la Bucovine, peuplée de Roumains, que les troupes de l'impératrice Marie-Thérèse occupaient depuis deux ans.

1780 : L'empereur Joseph II et la tsarine Catherine II se rencontrent à Mohilev. Ils se retrouveront

de nouveau à Kherson, aux bouches du Dniepr, en 1787. Il s'agit, lors de ces entrevues, d'envisager l'avenir des Balkans. On projette de créer à Constantinople un Empire grec confié à un petit-fils de Catherine mais d'établir également un État roumain à hauteur des bouches du Danube et d'étendre jusqu'au Dniestr la côte russe de la mer Noire, l'Autriche se réservant l'ouest des Balkans. Ces projets ne se réaliseront pas.

1784 : Un paysan roumain de Transylvanie, Ursu Horia, déclenche une insurrection paysanne de grande ampleur. La révolte est brisée par l'armée autrichienne du comte Jankowitz et ses chefs sont exécutés mais l'empereur Joseph II abolit le servage en Transylvanie. C'est alors que commence, dans ce pays, un réveil culturel illustré par Samuel Micu, neveu de l'évêque Innocent, Georges Schinkai et Pierre Maïor. Ils étudient les anciennes chroniques, écrivent l'histoire des Roumains en la faisant remonter à l'époque de la Dacie romaine, débarrassent le roumain, langue latine, des mots étrangers venus s'y ajouter au fil des siècles et l'écrivent en caractères latins alors qu'elle avait été transcrite jusque-là en caractères cyrilliques. C'est le moment qui voit s'éveiller la « renaissance roumaine » qui, à partir de la Transylvanie, va ensuite gagner la Valachie et la Moldavie.

1787-1792 : Nouvelle guerre russo-turque. Souvorof franchit le Danube mais l'Autriche, alliée de la Russie, doit conclure la paix en 1791 en raison des menaces représentées par la Révolution française. Le traité de Jassy, qui met fin à la guerre, enlève à la Turquie la côte de la mer Noire entre Dniepr et Dniestr, rapprochant ainsi davantage la puissance russe des territoires roumains.

La naissance d'une nation

1790 : Création de la Société des Chasseurs Diana, à partir du modèle fourni par le club des Jacobins français. La société Liberté et Unité naît de la même inspiration.

1793 : Le négociant français Hortollan, ami du patriote grec Rhigas, vient s'établir dans les principautés moldo-valaques et constate dans un courrier adressé à un ami de Constantinople que « tous les habitants sont des sans-culottes. » C'est évidemment très exagéré mais il exprime de cette façon le puissant écho que rencontre alors la Révolution française sur les rives du Danube où, dans l'élite éclairée influencée par la bourgeoisie grecque phanariote, la France est souvent présentée comme une « sœur aînée ». En Moldavie et en Valachie, les bonjuristi sont des admirateurs des sans-culottes parisiens. La Marseillaise est traduite en latin et en hongrois.

1802 : Adresse collective de plusieurs grands boyards moldaves et valaques à Napoléon Bonaparte, alors Premier Consul, pour lui demander l'assistance de la France et l'autorisation pour les deux principautés de se constituer en républiques. Un appel resté sans écho dans la mesure où la France a alors d'autres priorités.

1804 : Révolte paysanne antifiscale de Naprad. De nombreux paysans deviennent hors la loi pour échapper à l'impôt.

1809 : La création des Provinces illyriennes de l'Empire français fait naître de nouveaux espoirs dans les pays roumains. Ceux-ci accueillent alors de nombreux réfugiés grecs dont Rhigas – devenu le secrétaire d'Ypsilanti, le fondateur de l'Hétairie grecque – qui a quitté Constantinople pour Bucarest dès 1786. Bucarest devient la capitale de l'hellénisme militant. Quand Rhigas quittera Bucarest pour Vienne en 1794, il sera livré aux Turcs par les Autrichiens et sera assassiné.

1812 : Les Russes occupent la Bessarabie. La guerre russo-turque se termine avec le traité de Bucarest.

1816-1821 : Georges Lazar, un Roumain originaire de Transylvanie, dispense à Bucarest, en langue roumaine, des cours qui contribuent à l'éveil de la conscience nationale. L'un de ses

élèves, Eliade, traduit en roumain les œuvres de Lamartine et de Byron.

1821 : Alors que s'étend la révolte grecque, les pays roumains voient s'allumer l'insurrection de l'Olténien Tudor Vladimirescu qui a combattu dans l'armée russe à Borodino en 1812. Il en appelle à l'éveil du sentiment national contre le pouvoir ottoman et les gouverneurs phanariotes. Cette révolte prend ainsi un sens différent de celui des simples jacqueries antérieures. Les rebelles semblent avoir été encouragés par le consulat russe de Bucarest.

Mars 1822 : Tudor s'empare de Bucarest mais les boyards inquiets de ses projets de révolution sociale font appel aux Turcs et les insurgés cherchent refuge dans les Carpates. La rumeur selon laquelle leur chef se serait entendu avec les Turcs fait qu'il est tué par des membres de l'Hétairie aux abords de Targoviste. L'insurrection était vaincue mais le sultan, conscient de l'impopularité des gouverneurs phanariotes confie désormais le pouvoir à des Roumains.

1828 : Création d'une instruction nationale en Moldavie. Les enseignants viennent de Transylvanie où le mouvement d'éveil national était plus avancé.

1829 : Le traité d'Andrinople proclamant l'indépendance grecque place les principautés roumaines sous le protectorat du tsar. L'occupation des deux principautés par les Russes et l'exercice du pouvoir par le général russe Kisselev – « président plénipotentiaire des assemblées moldave et valaque » – pose la question de leur union et contribue au développement d'une conscience nationale roumaine. Deux journaux, *Le Courrier Roumain* de Bucarest et *L'Abeille Roumaine* de Jassy expriment alors l'aspiration à l'unité nationale. Le général Kisselev établit par ailleurs en 1830 un Règlement organique, embryon de constitution, qui lui permet de gouverner en tenant compte des avis des notables locaux. Le gouverneur russe établit un budget rigoureux, abolit la torture, s'efforce d'améliorer le sort des paysans et crée même une milice nationale roumaine. Il introduit enfin la langue populaire roumaine comme langue nationale.

1829 : Les pays roumains sont affectés par une épidémie de peste, suivie en 1831 de la grande épidémie de choléra qui touche toute l'Europe.

1833 : Promulgation d'une loi sur l'enseignement public. Un grand effort est réalisé en ce domaine et des manuels scolaires rédigés en roumain sont désormais publiés. L'École française de Bucarest prend un caractère officiel et rencontre un succès grandissant. Adjoint de Kisselev, le prince Stirbey, ancien élève du collège parisien Henri IV, est la cheville ouvrière de toute cette politique, qui touche également l'Université où l'enseignement s'organise désormais en fonction de la roumanité.

1843 : Fondation à Bucarest d'une société secrète nationaliste et libérale baptisée La Fraternité, animée par Balcescu qui crée ensuite la Société littéraire roumaine.

1845 : Le professeur Murgis est emprisonné à Pest pour avoir réclamé l'intégration de la Transylvanie à un État roumain et, la même année, De Gerando suggère la création d'une République fédérative roumaine.

Décembre 1845 : Création de la Société des Étudiants roumains de Paris, animée par Michel Kogalniceano. Les étudiants roumains de Paris sont des auditeurs enthousiastes des cours donnés au Collège de France par Michelet, dont plusieurs textes sont traduits en roumain et publiés dans la *Gazette de Transylvanie*. En février 1848, les Roumains de Paris déploient leur drapeau national bleu, rouge et or devant l'Hôtel de Ville.

1847 : Voyage dans les pays roumains du journaliste français Hippolyte Desprez qui va se faire le propagandiste de la cause roumaine, notamment dans un article paru dans la *Revue des Deux Mondes* qui bénéficiera d'un grand écho.

Mars 1848 : Le rassemblement de Jassy est dispersé par la force et ses instigateurs, Michel

Kogalniceano, Vasile Alecsandri et Alexandre Couza sont emprisonnés ou contraints à l'exil. En Moldavie, le mouvement ne s'appuie pas assez sur les masses paysannes et ne peut ainsi disposer d'une force suffisante.

Mars 1848 : La révolution éclate aussi en Transylvanie autrichienne, le 17 à Arad, le 18 à Timisoara, le 19 à Cluj, le 21 à Oradea. Le 30 avril, 40 000 paysans se réunissent à Blaj et approuvent une déclaration de Simon Bratianu réclamant l'indépendance pour la nation roumaine et protestant contre tout projet d'assimilation de la Transylvanie par la Hongrie ; les Hongrois révoltés contre l'empereur d'Autriche n'entendent pas en effet reconnaître les droits nationaux de leurs propres minorités roumaine ou serbe. Le 15 mai a lieu à Blaj l'assemblée historique du Champ de la Liberté au cours de laquelle Bratianu réclame l'abolition du système seigneurial. Une autre assemblée analogue a lieu le 27 juin à Lugoj.

12 mai 1848 : À Brasov, en Transylvanie, les leaders révolutionnaires Constantin Rosetti et Vasile Alecsandri proclament les Principes de réforme de la Patrie exigeant la suppression de la corvée, la distribution des terres aux paysans. et l'union de la Valachie et de la Moldavie en un seul État indépendant.

Juin 1848 : La révolution éclate en Valachie, à Islaz (en Olténie) et à Bucarest (le 23 juin). Le mouvement est issu du travail accompli par Nicolae Balcescu, Jon Ghika et Georges Magheru. À Islaz, une proclamation revendique la liberté et l'égalité ainsi que le partage des terres et l'abolition de la corvée. Les boyards font arrêter par la milice les membres du gouvernement révolutionnaire mais ils sont libérés par l'insurrection que conduit Avra Sputesco. Ce gouvernement n'ose pas agir contre les boyards qui en appellent au sultan dont une armée vient piller et incendier Bucarest en juillet. Balcescu est obligé de chercher refuge en Transylvanie puis en France où il mourra quatre ans plus tard.

Août-septembre 1848 : Échec d'une délégation roumaine venue négocier à Constantinople. Les insurgés ont compté sur la France et l'Angleterre et se solidarisent avec les révolutionnaires polonais et hongrois mais l'évolution de la République française condamne tout espoir d'intervention de ce côté. Ils cherchent donc un compromis avec la Sublime Porte. Ils en espèrent l'octroi d'une autonomie authentique mais se méfient avant tout de la Russie de Nicolas Ier, perçue comme le rempart de la réaction en Europe et totalement hostile aux aspirations libérales et sociales de la révolution roumaine. À partir de l'été de 1848, la contre-révolution triomphe à peu près partout. **27 septembre 1848** : Des troupes russes pénètrent en Valachie.

Printemps 1849 : L'armée polonaise du général Joseph Bem rallie de nombreux partisans de la révolution en Roumanie et en Hongrie. Entrée dans Cluj le 25 décembre 1848, elle s'empare de Sibiu, puis de Brasov en mars et entre dans le Banat en avril.

14 avril 1849 : La Chambre des députés hongrois réunie à Debreczen déclare la déchéance des Habsbourg et proclame Kossuth, le chef de l'insurrection magyare, gouverneur de Hongrie. Malheureusement pour la cause révolutionnaire, l'aristocratie hongroise n'entend pas reconnaître les droits des Roumains de Transylvanie.

Mai 1849 : Russes et Ottomans signent la convention de Balta-Liman visant au rétablissement de l'ordre en Moldo-Valachie. Les princes de Moldavie et de Valachie seront choisis pour sept ans par le tsar et le sultan.

Août 1849 : L'intervention des armées du tsar Nicolas Ier ruine les espoirs des révolutionnaires. L'armée de Bem est vaincue à Sighisoara-Albesti dans un combat qui voit la mort du poète hongrois Sandor Petöfi.

1850 : Nicola Balcescu publie en France sa *Question économique des principautés danubiennes*.

1855 : Elias Regnault publie à Paris son *Histoire politique et sociale des principautés danubiennes* qui sensibilise l'opinion à la cause roumaine.

1856 : Le Congrès de Paris qui met un terme à la guerre de Crimée pose la question roumaine. Une conférence spéciale devait régler le sort des principautés. Elle se tient du 18 avril au 22 mai 1856 sans donner satisfaction aux Roumains sur la question de l'unité. Le protectorat russe prend fin et les principautés sont placées sous la garantie européenne. Les trois districts méridionaux de la Bessarabie perdus par les Ottomans en 1812 sont rétrocédés à la Moldavie. La convention du 19 août 1858, conclue entre les puissances réunies à Paris, précise que les deux principautés de Moldavie et de Valachie « s'administreront librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime Porte mais en conservant le nom de Principautés Unies de Moldavie et de Valachie sous la suzeraineté du sultan ». Le tribut dû à celui-ci est maintenu mais il est précisé qu'il ne devait y avoir aucun droit particulier d'ingérence dans les affaires intérieures. L'article XXIII confirme que « la Sublime Porte s'engage à conserver aux principautés une administration indépendante et nationale ainsi que la pleine liberté du culte, celle de la législation du commerce et de la navigation ». Il était également prévu que « dans chaque principauté sera formé un conseil composé de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société, qui exprimera les vœux des populations. » La convention prévoit également la constitution d'une armée nationale, le sultan se voyant interdire toute intervention dans les principautés sans accord préalable avec les Puissances.

On comprend que, durant cette époque, la Turquie – avec l'appui de l'ambassadeur britannique à Constantinople, inquiet des visées russes dans les régions danubiennes – soit hostile à toute évolution correspondant à une nouvelle étape vers l'unité et l'indépendance des principautés. Il en va de même pour le gouvernement de Vienne, hostile à la naissance d'États slaves susceptibles de lui faire obstacle dans l'Europe balkanique. Seule la Russie, au nom d'une solidarité orthodoxe qui dissimule ses véritables ambitions, et la France, pour des raisons idéologiques (la sympathie qu'éprouve Napoléon III pour l'émancipation des « nationalités ») sont favorables aux espérances roumaines. Un « lobby » proroumain est d'ailleurs très actif à Paris autour d'Hippolyte Desprez, de Michelet, d'Edgar Quinet ou de Paul Bataillard qui se fait alors le champion de la « Moldo-Valachie ». En 1859, Vasile Alecsandri pourra écrire que « la presse française a donné une vigoureuse consistance à l'idée libératrice de l'Union en imposant à la diplomatie européenne notre volonté nationale... Dans toutes les circonstances importantes et difficiles, nous avons trouvé en elle un avocat éloquent et un appui éclairé... »

5 janvier 1859 : L'Assemblée de Moldavie choisit comme prince Alexandre Jon Couza qui a pris une part importante dans les événements insurrectionnels de 1848. Ce choix engendre immédiatement de grands espoirs en Valachie.

22 janvier 1859 : Une grande manifestation populaire contraint les députés valaques à choisir à leur tour Alexandre Couza. La conférence européenne alors réunie à Paris est ainsi placée devant le fait accompli de l'union des deux principautés.

6 septembre 1859 : Alors que la France vient de l'emporter sur l'Autriche lors de la campagne d'Italie, Alexandre Couza se voit confirmé par les Puissances dans ses pouvoirs de hospodar des deux principautés.

5 décembre 1861 : Alexandre Couza proclame officiellement l'unité de la Roumanie.

1863 : Le prince Couza sécularise les monastères demeurés sous l'autorité du patriarcat de Constantinople.

1864 : Coup d'État d'Alexandre Couza qui s'attribue les pleins pouvoirs (mai). Le prince et son conseiller Michel Kogalniceanu mettent en œuvre une réforme agraire mais celle-ci ne règle pas le sort des masses paysannes dans la mesure où elles auront le plus grand mal à racheter sur quinze ans les droits dont bénéficiaient les grands propriétaires. Un plébiscite organisé en mai 1864 confirme cependant cette réforme agraire, soutenue par une écrasante majorité du pays.

11 février 1866 : Les boyards suscitent un complot qui aboutit au renversement du gouvernement du prince Couza.

22 mai 1866 : Arrivée à Bucarest du prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, cousin du roi de Prusse Guillaume Ier, sollicité pour devenir roi de Roumanie, avec le soutien de Radu Rosetti et de I. C. Bratianu, représentants des grands agrariens.

1867 : La réalisation du compromis austro-hongrois laisse la minorité roumaine de Transylvanie à la merci des magnats hongrois.

15 novembre 1869 : Le prince Charles de Hohenzollern, chef de la branche catholique de cette dynastie allemande épouse une princesse allemande, Élisabeth de Wied.

Août 1870 : Un complot républicain est éventé mais ses initiateurs sont acquittés sous la pression de l'opinion publique. La guerre franco-prussienne de 1870 est l'occasion de nombreuses manifestations de francophilie.

Janvier 1871 : La lettre adressée par le roi à la Augsburger Allgemeine Zeitung dans laquelle il critique la constitution roumaine qu'il juge trop libérale accroît encore le fossé entre le souverain étranger et la population.

1er mars 1871 : Un grand journal de Bucarest paraît avec sa première page encadrée en noir pour annoncer la nouvelle de l'entrée des troupes prussiennes dans Paris.

22 mars 1871 : À la suite de violentes émeutes, le roi renvoie le gouvernement Ghika jugé trop libéral et le remplace par le gouvernement agrarien conservateur de Catargiu qui durera cinq ans. Devant l'opposition de la Chambre, le roi la dissout.

1872 : Création à Bucarest de l'Association générale des travailleurs de Roumanie.

1875 : La révolte anti-ottomane de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui gagne en mai la Bulgarie, engendre une nouvelle crise balkanique.

Juillet 1876 : Entrevue de Reichstadt, en Bohême, entre le Russe Gortchakov et l'Austro-Hongrois Andrassy. Il est convenu qu'à la faveur de la crise balkanique la Russie récupérera le sud de la Bessarabie et l'Autriche la Bosnie-Herzégovine.

16 avril 1877 : Un accord est conclu entre Russes et Roumains pour permettre le passage des troupes russes engagées contre l'Empire ottoman. Les troupes russes franchissent la frontière du Pruth le 24 avril.

9 mai 1877 : Le gouvernement roumain proclame solennellement l'indépendance du pays et les forces roumaines se joignent à l'armée russe qui assiège Plevna avant de marcher sur Constantinople.

1878 : L'armistice russo-turc est conclu à Andrinople le 31 janvier. Les traités de San Stefano (3 mars) et de Berlin (le Congrès s'ouvre le 13 juin) reconnaissent officiellement l'indépendance et la pleine souveraineté de la Roumanie, qui obtient la Dobroudja et les bouches du Danube et se voit obligée d'accorder les droits de citoyens aux juifs. Une fois cette condition remplie, l'indépendance roumaine est pleinement reconnue en 1880.

Mars 1881 : La Roumanie devient un royaume et Charles de Hohenzollern est couronné sous le nom de Carol Ier.

1881 : Léo Frankel, un Hongrois qui avait participé à la Commune de Paris, fonde un parti social-démocrate en Transylvanie. Un parti national roumain est également créé, qui réclame l'autonomie de la Transylvanie, l'emploi de la langue roumaine dans les écoles et l'abaissement du cens électoral.

1883 : Le roi Carol adhère secrètement à la Triple alliance conclue l'année précédente entre

l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

1886 : Révolte paysanne des monts Apuseni en Transylvanie. Les insurgés veulent également affirmer le droit de pratiquer leur langue de préférence au magyar, reconnu comme seule langue officielle dans l'administration et comme seule langue d'enseignement, y compris pour les Roumains.

1893 : Création du parti social-démocrate des travailleurs de Roumanie.

1893 : Le prince Ferdinand, neveu du roi Charles de Hohenzollern, est reconnu comme son successeur. Il épouse Marie d'Edimbourg.

1893 : Début de l'exploitation des gisements pétroliers roumains.

Mai 1894 : Le procès de Cluj aboutit à de sévères condamnations pour 25 patriotes roumains de Transylvanie. Il déclenche l'indignation en France où la presse unanime soutient la cause des accusés.

Mai 1907 : Déclenchement d'une vaste révolte paysanne qui touche toute la Moldavie et s'étend en Olténie. Elle est finalement brisée au prix d'une répression qui fait plus de dix mille victimes.

1908 : Nouvelle crise balkanique, marquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie qui en exerçait l'administration « provisoire » depuis le congrès de Berlin de 1878.

1909 : Inauguration du port pétrolier de Constantza.

1912-1913 : Première guerre balkanique opposant une coalition formée par la Grèce, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro contre l'Empire ottoman.

Juin 1913 : Deuxième guerre balkanique au cours de laquelle la Roumanie, alliée de la Serbie, de la Grèce et du Monténégro, intervient contre la Bulgarie qui s'est retournée contre ses alliés de la veille en raison du désaccord qui les oppose sur le partage de la Macédoine. Le conflit se termine avec le traité de Bucarest, conclu le 10 août 1913, qui donne la Dobroudja du sud à la Roumanie.

D'une guerre mondiale à l'autre

3 août 1914 : La Roumanie proclame sa neutralité en faisant valoir aux puissances centrales que l'accord secret de 1883 avec la Triplice ne devait jouer qu'en cas de guerre défensive. La classe politique est partagée mais l'opinion publique est francophile.

10 octobre 1914 : Mort du roi Carol, qui, ancien officier prussien, était naturellement favorable aux Centraux. Avènement de son neveu Ferdinand.

1915 : Le gouvernement Bratianu établit des contacts avec l'Entente mais refuse finalement de s'engager.

13 juin 1916 : Une manifestation pacifiste est brutalement réprimée à Galatz.

17 août 1916 : Le chef du gouvernement I. Bratianu signe les deux conventions politique et

militaire qui placent la Roumanie dans le camp de l'Entente. C'est le succès apparent de l'offensive russe lancée en Galicie par le général Broussilov qui a encouragé la Roumanie (elle espère récupérer la Transylvanie autrichienne) à choisir le camp de l'Entente mais l'offensive russe se révèle rapidement sans lendemain.

28 août 1916 : Entrée en guerre de la Roumanie contre les Centraux. Après quelques succès initiaux en Transylvanie, les forces roumaines, qui ont dû compter avec une diversion bulgare en Dobroudja alors qu'était retardée l'offensive prévue de l'Armée de Salonique, sont écrasées par les armées allemande et austro-hongroise placées sous le commandement des généraux Falkenhayn et Mackensen.

6 décembre 1916 : Après la victoire de l'Argesh, les armées austro-allemande et bulgare se sont rejointes le 4 et Mackensen fait son entrée dans Bucarest deux jours plus tard.

Janvier 1917 : Le front se stabilise en Moldavie méridionale, sur le cours de la Sereth. Les Centraux occupent les trois-quarts du pays. Les ressources agricoles et pétrolières de la Roumanie leur permettent d'atténuer les effets du blocus naval mis en œuvre par l'Entente depuis 1914.

6-20 août 1917 : Une puissante contre-offensive des Centraux répond à la tentative lancée par l'armée roumaine reconstituée en Moldavie. Les forces allemandes et austro-hongroises sont contenues au cours de la bataille de Marasesti, le « Verdun roumain ». Une mission militaire française commandée par le général Berthelot assiste l'armée roumaine mais le gouvernement roumain, réfugié à Jassy, ne contrôle plus qu'une petite partie du territoire national et sa capacité à poursuivre la lutte dépend entièrement de l'évolution de la situation en Russie, entrée en révolution depuis le mois de février précédent.

4 décembre 1917 : La Russie bolchevique ayant signé avec les puissances centrales l'armistice de Brest-Litovsk, la Roumanie doit ouvrir à son tour des pourparlers pour mettre fin aux hostilités. Les négociations ont lieu à Focsani et l'accord est signé le 9 décembre.

10 février 1918 : Le nouveau gouvernement Averescu fait des propositions aux puissances centrales en vue de la négociation d'un traité de paix.

3 mars 1918 : Signature de la paix de Brest-Litovsk entre les Centraux et la Russie bolchevique.

5 mars 1918 : Préliminaires de paix de Buftea entre la Roumanie et les Centraux. La Roumanie doit céder l'ensemble de la Dobroudja à la Bulgarie (avec le port de Constantza) et accepter une rectification de frontière dans les Carpates.

Mars 1918 : Le pouvoir local constitué en Bessarabie à la faveur de la révolution russe (mais hostile aux bolcheviks) vote l'union avec la Roumanie.

7 mai 1918 : La Roumanie signe avec l'Allemagne la paix de Bucarest. Le nouveau gouvernement d'Alexandre Marghiloman obtient des atténuations des clauses territoriales de Buftea mais la victoire des Centraux va leur permettre d'exploiter les ressources du pays.

Novembre 1918 : Démission du gouvernement conservateur d'Alexandre Marghiloman. Le 10 novembre, la Roumanie entre de nouveau en guerre aux côtés des Alliés. Les troupes roumaines entrent en Hongrie le 16 novembre.

1er décembre 1918 : Réunion de la Transylvanie à la Roumanie, votée par une assemblée de « patriotes roumains » réunis à Alba-Iulia. Le même jour, le général français Berthelot fait son entrée à Bucarest.

1919-1920 : Les traités de Saint Germain (en septembre 19 avec l'Autriche) de Neuilly (en novembre 19 avec la Bulgarie) et de Trianon (en juin 1920 avec la Hongrie) fixent les nouvelles frontières de la Roumanie.

1919 : Apparition en Roumanie de mouvements nationalistes radicaux.

19 avril 1919 : Les troupes roumaines engagent la lutte contre les armées hongroises et s'emparent de Budapest pour y mettre fin au régime communiste de Bela Kun. Elles agissent avec les encouragements des Alliés qui voient dans la Roumanie un élément du « cordon sanitaire » nécessaire pour contenir la poussée bolchevique en Europe.

Novembre 1919 : Premières élections générales au suffrage universel.

4 novembre 1919 : Les forces roumaines évacuent Budapest.

1921 : La réforme agraire entamée par étapes depuis 1917 a permis l'émergence d'une petite paysannerie propriétaire ; elle peut racheter les terres distribuées sur vingt ans et la dépréciation de la monnaie roumaine lui sera favorable.

8 mai 1921 : Création à Bucarest du Parti communiste roumain.

Juin 1921 : Formation de la Petite Entente entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie pour contrecarrer les tentations irrédentistes de la Hongrie.

1923 : La Roumanie se dote d'une nouvelle Constitution selon laquelle le pouvoir exécutif revient au roi et le pouvoir législatif à un Parlement bicamériste.

1923 : Corneliu Codreanu, disciple d'Alexandre Couza, qui avait fondé en 1919 un parti national chrétien, crée la Ligue de défense nationale chrétienne, farouchement anticommuniste.

1924 : Interdiction du Parti communiste roumain.

27 septembre 1925 : Le siège primatial orthodoxe de Bucarest est élevé au rang de patriarcat. Cet événement correspond à l'évolution des esprits, marquée alors par le souci d'une affirmation de l'identité orthodoxe roumaine face au modèle occidental libéral et démocratique. Elle va de pair avec le développement d'un nationalisme radical.

Septembre 1926 : Le général Averescu, premier ministre depuis mars, se rend à Rome pour conclure un traité d'amitié avec le régime mussolinien.

Octobre 1926 : Formation du Parti paysan.

1927 : Codreanu fonde la Légion de l'Archange Michel.

Juillet 1927 : Mort du roi Ferdinand. Instauration d'une régence dirigée par le prince Nicolas et le patriarche orthodoxe.

Décembre 1928 : Les élections générales donnent la victoire au parti paysan.

5 juin 1930 : Retour du roi Carol II en Roumanie. L'acte de renonciation au trône enregistré le 6 janvier 1925 est annulé. Le souverain régnera jusqu'en 1940.

1930-1933 : La Roumanie, très dépendante des capitaux étrangers qui s'y sont investis, est durement frappée par la crise mondiale.

Février 1933 : Déclenchement de la grande grève des chemins de fer animée par le leader communiste Gheorghiu Dej. La répression entraîne dans la grève les ouvriers du secteur pétrolier. Les meneurs sont condamnés à de lourdes peines de prison.

29 décembre 1933 : Assassinat du Premier ministre E.G. Duca par des membres de la Garde de Fer organisée à partir du mouvement légionnaire de Codreanu.

9 juin 1934 : Établissement des relations diplomatiques entre l'URSS et la Roumanie.

29 août 1936 : Le ministre des Affaires étrangères Titulesco, partisan de la sécurité collective qui dirige la diplomatie roumaine depuis 1932 et qui a condamné la formation en 1933 du « Pacte à Quatre » réunissant l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie quitte le gouvernement.

1936 : Des volontaires roumains issus du mouvement de Codreanu s'engagent en Espagne dans le camp franquiste alors que des communistes rejoignent les Brigades internationales.

Décembre 1937 : Lors des élections générales, le parti « Tout pour la Patrie » de Codreanu obtient près de 16 % des suffrages et 66 sièges. Octavian Goga constitue un gouvernement dans lequel le général Ion Antonescu est ministre de la Défense.

Janvier 1938 : Un décret limite les droits des juifs de Roumanie.

24 février 1938 : Approbation par référendum d'une nouvelle constitution.

Mars 1938 : Suppression de tous les partis politiques. Codreanu transforme son parti « Tout pour la Patrie » en Mouvement légionnaire. Il est condamné en mai à dix ans de travaux forcés pour « complot contre la sûreté de l'État ». Il est assassiné avec plusieurs de ses fidèles dans la nuit du 29 au 30 novembre.

15 décembre 1938 : Le roi Carol institue un Front de la renaissance nationale qui doit devenir le parti unique.

1939 : La Roumanie rejette les propositions soviétiques (19 mars) d'un accord d'assistance mutuelle. À l'inverse, elle se rapproche en mars de l'Allemagne, à l'initiative du roi, dans la perspective d'échanges économiques (selon le système du clearing, c'est-à-dire d'un troc en nature) comparable à ceux liant le Reich à des pays comme la Hongrie ou la Bulgarie. Un traité commercial est ainsi conclu avec l'Allemagne le 23 mars.

15 avril 1939 : La France et la Grande-Bretagne « garantissent » l'indépendance de la Roumanie.

21 septembre 1939 : Le premier ministre G. Calinescu est assassiné par des légionnaires de la Garde de Fer.

22 mai 1940 : La Roumanie conclut avec l'Allemagne un accord pétrolier qui réserve au Reich en guerre la totalité des exportations roumaines de pétrole.

26 juin 1940 : L'URSS adresse un ultimatum au gouvernement roumain pour se faire céder la Bessarabie et la Bucovine du Nord avec Cernowitz, en application des clauses secrètes du pacte germano-soviétique d'août 1939. La Roumanie cède le 27 juin.

30 août 1940 : Le « Diktat de Vienne » contraint la Roumanie à rétrocéder à la Hongrie du Régent Horthy la majeure partie de la Transylvanie. L'accord de Craiova, conclu lors de la conférence ouverte le 19 août et poursuivie jusqu'au 7 septembre, avait entraîné l'abandon à la Bulgarie de la Dobroudja du Sud.

6 septembre 1940 : Abdication du roi Carol en faveur de son fils Michel âgé de dix-neuf ans, après l'installation, le 4 septembre, du régime autoritaire du général Antonescu qui prend le titre de Conducator.

16 septembre 1940 : La Roumanie devient un « État national légionnaire ».

11 octobre 1940 : Les Allemands envoient des troupes en Roumanie pour « protéger » les puits de pétrole de Ploesti. Ces effectifs représenteront la valeur de douze divisions au printemps de 1941 : Cette occupation, pourtant acceptée par le gouvernement roumain, conduit le gouvernement américain à bloquer les avoirs roumains aux USA.

23 novembre 1940 : La Roumanie adhère au Pacte Tripartite conclu le 27 septembre précédent entre l'Allemagne, le Japon et l'Italie, auquel s'est jointe la Hongrie, avant que la Bulgarie n'en fasse autant le 1er mars 1941, suivie de la Yougoslavie le 25 mars – ce qui entraînera le coup d'État de Belgrade et l'intervention allemande dans les Balkans.

23 janvier 1941 : Échec de la rébellion de la Garde de Fer. L'insurrection légionnaire est liquidée par Antonescu avec l'appui de Berlin (il a rencontré Hitler à Berchtesgaden le 14 janvier). L'État national légionnaire est abrogé le 14 février. L'action du Conducator est légitimée par un plébiscite organisé le 2 mars suivant.

22 juin 1941 : La Roumanie entre en guerre contre l'URSS aux côtés de l'Allemagne.

Fin juin 1941 : Pogrom antisémite à Jassy.

Fin juillet 1941 : Tous les territoires abandonnés à l'URSS en 1940 sont récupérés par la Roumanie. En octobre une nouvelle province de Transnistrie est créée à partir des territoires soviétiques conquis entre Dniestr et Bug (capitale Odessa).

23 août 1941 : Antonescu prend le rang de maréchal.

1942 : Naissance de l'Association roumano-allemande favorable à la collaboration avec le Reich national-socialiste.

1942 : Création de l'Union des patriotes, hostile au régime et à l'alliance allemande.

Novembre 1942 : Les forces roumaines sont durement éprouvées sur le front de l'Est au moment où les Soviétiques referment le piège sur la VIe Armée allemande encerclée à Stalingrad.

1943 : Création d'un Front unique anti-hitlérien au sein duquel le Parti communiste roumain joue un rôle prépondérant.

1er août 1943 : Premier bombardement des champs pétrolifères de Ploesti.

Octobre 1943 : Prise de contact avec les Alliés à Ankara, renouvelée en mars 1944 au Caire.

26 mars 1944 : L'Armée rouge atteint la frontière roumaine.

Avril 1944 : Création du Front ouvrier uni, réunissant communistes et sociaux-démocrates.

4 avril 1944 : Bombardements de Bucarest.

20 juin 1944 : Création du Front national démocratique regroupant les partis du Front ouvrier et les partis paysan et libéral.

20 août 1944 : Déclenchement de l'offensive soviétique. Elle bénéficie du soutien des résistants roumains.

23 août 1944 : Insurrection de Bucarest à laquelle se joint l'armée régulière. Chute du régime du maréchal Antonescu, arrêté sur l'ordre du roi Michel qui constitue un nouveau gouvernement confié au général Sanatescu, chef de sa maison militaire.

24 août 1944 : Signature à Moscou d'un armistice entre le nouveau gouvernement roumain, l'URSS, les USA et la Grande-Bretagne. La Roumanie entre en guerre aux côtés des Alliés. Le 30 août, les forces soviétiques entrent dans Bucarest.

12 septembre 1944 : Convention roumano-soviétique. L'arbitrage de Vienne de 1940 est annulé. La Bessarabie et la Bucovine du Nord restent sous contrôle soviétique (la première deviendra la

République soviétique de Moldavie) mais la Roumanie récupère la Transylvanie.

Décembre 1944 : Le général Radescu remplace le général Sanatescu.

Le temps de la Roumanie communiste

6 mars 1945 : Les élections – dont la régularité apparaît suspecte aux Occidentaux qui ne reconnaîtront pas le premier gouvernement qui en est issu – donnent une large majorité au Front national démocratique et entraînent la création d'un gouvernement de coalition dirigé par Petru Groza, président du Front des paysans mais au sein duquel les communistes sont en majorité. Une réforme agraire visant à la disparition de la grande propriété est mise en œuvre et, en octobre, la conférence du parti communiste annonce la mise sur pied d'une puissante industrie lourde.

5 février 1946 : Le gouvernement Groza est enfin reconnu par la Grande Bretagne et les USA.

1er juin 1946 : Après avoir été jugés par un « tribunal populaire », le maréchal Antonescu et son ministre des affaires étrangères M. Antonescu sont fusillés à la prison de Jilava.

19 novembre 1946 : Les élections donnent la victoire au Bloc des partis démocratiques dominé par le Parti communiste. Selon l'historien Bernard Lory, « la stratégie du parti communiste est assez subtile : retardement des élections afin de consolider ses positions en tant que parti, maintien d'une façade pluraliste, infiltration progressive des rouages de l'État, sabotage du fonctionnement démocratique. Tout cela avec l'appui extérieur décisif de l'URSS. »

10 février 1947 : Le traité de Paris règle la situation internationale de la Roumanie.

Novembre 1947 : Le chef du parti paysan, Iuliu Maniu, arrêté en juillet, est condamné à la prison à vie.

30 décembre 1947 : Le roi Michel est contraint à l'abdication et quitte la Roumanie le 3 janvier 1948. La constitution de 1923 est abrogée et la République populaire roumaine proclamée.

Février 1948 : La fusion des partis communiste et socialiste aboutit à la création d'un parti « ouvrier » unique. Un traité d'amitié et d'assistance mutuelle est signé le 4 février pour vingt ans avec l'URSS.

13 avril 1948 : Promulgation d'une nouvelle constitution d'inspiration soviétique.

11 juin 1948 : Toutes les grandes entreprises industrielles ou bancaires, tous les services publics sont nationalisés. L'économie du pays a beaucoup souffert de la guerre, du fait des prélèvements réalisés au profit de l'Allemagne et du fait des destructions infligées aux installations pétrolières par les bombardements anglo-américains. En 1947, la production industrielle ne représente que la moitié de celle de 1938.

Mars 1949 : Début de la collectivisation des terres. Elle entraîne de violents troubles, qui sont sévèrement réprimés. La Roumanie communiste participe par ailleurs à la lutte contre le « titisme » au moment où le « bloc socialiste » apparaît divisé par le schisme soviéto-yougoslave. La population serbe et allemande du Banat roumain est déportée dans le delta du Danube et l'épuration du parti aboutit à l'exclusion de 20 % de ses membres. En avril 1954, le leader communiste Lucretiu Patrascanu soupçonné de sympathies titistes et accusé de « complot » – alors qu'il est emprisonné depuis 1948 – est condamné à mort et exécuté.

27 mai 1952 : Éviction par le comité central du Parti ouvrier roumain (le nouveau nom du Parti

communiste depuis février 1948) des responsables « moscoutaires », ceux qui étaient en URSS durant la guerre et qui sont souvent d'origine étrangère, tels le Hongrois Vasile Luca ou la juive moldave Anna Pauker). Le bénéficiaire de cette opération est Gheorghe Gheorghiu Dej, un Roumain de souche, qui devient le maître absolu du pays. Cet épisode annonce l'affirmation de la préoccupation « nationale » au sein du régime, sans que Staline semble alors s'en soucier, ce qui est surprenant en pleine campagne anti-titiste.

1955 : La Roumanie adhère au Pacte de Varsovie.

Octobre-novembre 1956 : La direction roumaine approuve l'intervention soviétique contre la révolution hongroise.

Juillet 1958 : Les troupes soviétiques qui y étaient stationnées quittent la Roumanie.

1961-1963 : Tensions entre Moscou et Bucarest dans la mesure où les Soviétiques cherchent à faire du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) créé dès 1949) une organisation de division du travail au sein du « bloc socialiste ».

Février 1964 : Le premier ministre roumain Ian Maurer tente de concilier les points de vue divergents de Moscou et de Pékin.

27 avril 1964 : Malgré un voyage secret de Khrouchtchev à Bucarest pour dissuader les dirigeants roumains de prendre leurs distances avec Moscou, Gheorghiu Dej revendique le droit de définir sa « voie vers le socialisme » et pose la question de la Bessarabie en invoquant un texte de Marx qui dénonçait l'annexionisme de l'ancien régime tsariste. Le 10 juillet, Mao Tsé Toung dénonce les annexions territoriales perpétrées par les Soviétiques à l'encontre de la Roumanie. Moscou s'accommode de la fronde toute relative des Roumains que leur position géographique rend aisément vulnérables à une intervention soviétique. Le nationalisme instrumentalisé par le régime sert de plus à le légitimer, au moins en partie, aux yeux de l'opinion.

19 mars 1965 : Mort de Gheorghiu Dej le « père fondateur » de la Roumanie communiste. Le 22 mars, Nicolae Ceausescu est choisi à l'unanimité par le comité central du Parti pour lui succéder au poste de secrétaire général.

Janvier 1967 : La Roumanie reconnaît la République fédérale allemande et reçoit la visite du vice-chancelier Willy Brandt en août.

août 1967 : Adoption d'une nouvelle constitution.

Été 1967 : La Roumanie, à la différence des autres démocraties populaires, maintient ses relations avec Israël à l'issue de la guerre des Six Jours du mois de juin.

Décembre 1967 : Réforme administrative et économique visant à favoriser la décentralisation et l'autonomie des entreprises (elle correspond aux réformes analogues expérimentées alors en URSS).

14 mai 1968 : Visite en Roumanie du général De Gaulle.

22 août 1968 : Déclaration affirmant l'indépendance nationale de la Roumanie et exigeant la non-ingérence dans ses affaires intérieures. La Roumanie ne s'associe pas à l'intervention des « pays frères » visant à mettre un terme au « printemps de Prague » en Tchécoslovaquie et la condamne même officiellement le 21 août.

Juin 1969 : Ceausescu se rend à Moscou, à la Conférence des Partis communistes et admet la « doctrine Brejnev » de la « souveraineté limitée » au sein du bloc socialiste.

2-3 août 1969 : Visite du président Nixon en Roumanie. Ceausescu se rend en France en juin 1970, puis aux États-Unis en octobre.

8 juillet 1970 : Signature d'un traité soviéto-roumain resserrant les liens entre Bucarest et Moscou.

1972 : La Roumanie adhère au Fonds monétaire international. Durant la décennie 1970, la Roumanie voit sa dette extérieure passer de 1,2 milliard de dollars à 9,5 milliards de dollars.

Juillet 1972 : Lors de la conférence nationale du parti communiste, Ceausescu annonce la mise en œuvre de « l'homogénéisation » visant à l'assimilation des minorités nationales (spécialement la minorité hongroise) et de la « systématisation » visant à faire disparaître les différences entre villes et campagnes.

Mars 1973 : L'Assemblée nationale élit Ceausescu président de la République socialiste de Roumanie.

1975 : Les États-Unis accordent à la Roumanie la clause de la nation la plus favorisée. Visite en août en Roumanie du président Gerald Ford.

1977 : Départ en exil du dissident Paul Goma.

Août 1977 : Mouvement de grève des mineurs de la vallée du Jiu.

Février 1979 : Création du syndicat libre des travailleurs de Roumanie.

1981 : Le remboursement de la dette extérieure impose une politique de rigueur très sévère, mal supportée par la population qui voit son pouvoir d'achat diminuer de près de moitié.

1982 : Le voyage de François Mitterrand prévu à Bucarest est ajourné. Ceausescu donne désormais en Occident l'image d'un dictateur mégalomane.

1984 : La Roumanie est le seul pays de l'Est à participer aux jeux Olympiques de Los Angeles boycottés par les autres.

1984 : Lancement de la rénovation urbaine de Bucarest, qui sacrifie des quartiers traditionnels entiers.

Novembre 1987 : Grèves de Brasov. Les ouvriers grévistes réclament une « *perestroïka* » roumaine ; Gorbatchev s'est rendu en Roumanie au mois de mai précédent.

Mars 1989 : La Roumanie est condamnée par la commission des droits de l'homme de l'ONU.

Décembre 1989 : Manifestations de Timisoara. L'ampleur de la répression est fortement exagérée par les médias occidentaux et – dans le contexte de l'effondrement des divers régimes communistes d'Europe orientale – le pouvoir de Ceausescu (qui venait pourtant d'être réélu à l'unanimité secrétaire général par le XIV^e Congrès du Parti communiste) se trouve rapidement fragilisé. Le 21 décembre, le *Conducator* est conspué par la foule à Bucarest. Il s'enfuit peu après mais est arrêté le lendemain. L'armée se rallie au mouvement révolutionnaire représenté par le Conseil du front de salut national le 24 décembre et, dès le 25, Ceausescu et sa femme Elena sont fusillés à l'issue d'un simulacre de jugement.

La lente marche vers l'Europe

Janvier 1990 : Manifestations anticommunistes à Bucarest. Tensions entre la rue et le nouveau pouvoir.

Mars 1990 : Violences interethniques à Tirgu Mures, en Transylvanie, opposant Roumains et minorité magyare.

20 mai 1990 : Les élections présidentielle et législative donnent la victoire à Ion Iliescu (élu président avec 80 % des voix) et au Front de salut national (66 % des suffrages) qui regroupe nombre d'anciens communistes.

Juin 1990 : Les mineurs venus de province à l'appel du pouvoir qui invoque une « menace néo-fasciste », font la chasse, dans Bucarest, aux tenants de l'opposition (7 morts et 277 blessés).

Février 1991 : Une Convention nationale réunit tous les partis d'opposition au nouveau régime.

Juin 1991 : Présentation au Parlement de la loi sur les privatisations.

27 août 1991 : Proclamation de l'indépendance de la Moldavie soviétique, confirmée par un référendum le 6 mars 1994.

Septembre 1991 : Chute du gouvernement de Petru Roman, qui représentait l'aile réformatrice au sein du Front de salut national.

Novembre 1991 : La nouvelle constitution est adoptée par le Parlement et soumise à référendum le 8 décembre (53,5 % de oui).

Décembre 1991 : Fin de l'URSS, remplacée par une Communauté d'États indépendants à laquelle ne participent pas les anciennes républiques baltes.

9-23 février 1992 : Les élections locales donnent la victoire à l'opposition.

Avril 1992 : En visite privée, le roi Michel reçoit un accueil triomphal en Roumanie.

Mai 1992 : Le différend relatif au rattachement éventuel de la Moldavie ex-soviétique à la Roumanie s'apaise et les relations entre Bucarest et Kichinev se normalisent.

27 septembre – 9 octobre 1992 : I. Iliescu est réélu président avec 51 % des voix mais son parti, le Front de salut national, n'obtient que 28 % des suffrages aux législatives. Formation du gouvernement « technique » de Nicolae Vacaroiu. La situation économique se détériore encore après les très dures années 80. Le pouvoir d'achat chute de 40 % de 1980 à 1992.

Octobre 1993 : La Roumanie est admise au Conseil de l'Europe.

Janvier 1994 : La Roumanie adhère au Partenariat pour la Paix.

1994 : La situation économique s'améliore – baisse de l'inflation, retour de la croissance, décollectivisation des terres, investissements en hausse – mais les conditions de vie de la population demeurent très difficiles.

3 novembre 1996 : Victoire électorale de la Coalition démocrate d'Emil Constantinescu. Elle constitue un désaveu des anciens communistes qui n'ont pas su réaliser une transition rapide vers l'économie de marché. Le 17 novembre E. Constantinescu bat aux présidentielles Ion Iliescu.

Janvier 1999 : La Roumanie connaît une grave crise sociale. Les mineurs du Jiu marchent sur Bucarest et obtiennent le report de la fermeture des mines et des augmentations de leurs salaires. La libéralisation économique et les ajustements structurels exigés par le FMI rencontrent une opposition grandissante dans le pays.

10 décembre 2000 : Ion Iliescu bat le nationaliste Corneliu Vadim Tudor, leader du parti Romania Mare, au deuxième tour de l'élection présidentielle (70 % des suffrages mais 50 % d'abstentions). Le Parti de la démocratie socialiste d'Iliescu n'emporte que 40 % des voix aux

législatives et le parti de Tudor 22 %, ce qui en fait le deuxième parti du pays. Le nouveau président, qui a brillé par son immobilisme de 1990 à 1996 quand il occupait déjà cette fonction, va devoir préparer la marche de la Roumanie vers l'Europe mais le pays ne compte pas parmi ceux qui doivent intégrer l'Union en 2005.

29 mars 2002 : La Roumanie se déclare candidate à l'entrée dans l'OTAN en justifiant cette demande par la nécessité de lutter contre le terrorisme. Elle est invitée en novembre 2002 et sera admise au sein de l'alliance deux ans plus tard.

Août 2002 : La Roumanie signe avec les Etats-Unis un accord bilatéral qui assure l'impunité devant la Cour Pénale Internationale des soldats américains présents sur son sol. Le mois suivant, Bucarest soutient Washington sur cette question de la CPI, privilégiant ainsi sa préférence atlantiste par rapport à ses engagements européens. La Roumanie permet également le stationnement de personnels et de matériels américains sur son territoire et engage une unité de combat en Afghanistan.

Novembre 2002 : Une visite de G. Bush à Bucarest scelle le rapprochement américano-roumain. La Roumanie reçoit le même mois une aide importante de la Banque Mondiale pour avoir accompli des réformes en matière de privatisations et de restructuration des entreprises. Un versement équivalent interviendra en 2003.

17 novembre 2004 : La Roumanie reconnaît sa part de responsabilité dans l'extermination des Juifs au cours de la Seconde Guerre Mondiale.

Novembre-décembre 2004 : Elections présidentielles et législatives. Triian Basescu, maire de Bucarest, est élu avec 51,23% des voix contre 48,77% à son adversaire Ion Iliescu. Le nouveau président se dit partisan d'une "très forte relation transatlantique". Un petit contingent roumain rejoint la coalition occidentale engagée en Irak.

1er janvier 2005 : Le taux de l'impôt est ramené à un taux unique de 16%, pour les particuliers comme pour les sociétés, afin de favoriser le dynamisme de l'économie et de limiter l'évasion fiscale.

13 avril 2005 : Un vote du Parlement européen donne le feu vert en vue de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union Européenne.

25 avril 2005 : Signature du traité d'adhésion à l'U.E.

1er juillet 2005 : Une réforme monétaire substitue le nouveau leu à l'ancien.

Novembre 2005 : Visite en France du président roumain.

6 décembre 2005 : Un accord est signé entre les Etats-Unis et la Roumanie en vue de l'installation de bases américaines, ce qui suscite, deux jours plus tard, une vive réaction de Moscou.

7 juin 2006 : Un parlementaire suisse accuse quatorze pays, dont la Roumanie, d'avoir collaboré avec la CIA et d'avoir autorisé le transit d'avions transportant des terroristes présumés, arrêtés ou enlevés dans des conditions extrajuridiques.

27 septembre 2006 : Jacques Chirac se rend à Bucarest pour le sommet de la francophonie qui s'y ouvre le 28.

3 octobre 2006 : Ratification du traité d'adhésion par le Sénat français.

24 octobre 2006 : La Grande Bretagne et l'Irlande annoncent qu'elles limiteront le nombre de travailleurs roumains et bulgares autorisés à entrer sur leurs territoires respectifs quand les deux pays entreront dans l'Union. C'est la conséquence de l'ampleur inattendue qu'a prise l'afflux de travailleurs polonais dans les îles britanniques au cours des années précédentes.

2 novembre 2006 : Visite à Berlin du premier ministre roumain Calin Popescu Tariceanu. Il y rencontre la chancelière Angela Merkel et l'assure du soutien de son pays à la prochaine présidence allemande de l'Union .

1er janvier 2007 : Date de l'entrée de la Roumanie dans l'Union. Elle bénéficiera d'une cinquantaine de dérogations pour se mettre aux normes exigées dans plusieurs domaines. Des mesures draconiennes ont notamment été prises contre la corruption. Elles ont conduit le président de la Chambre des Députés, Adrian Nastase, à démissionner.

La Roumanie subit de plein fouet les retombées de la crise financière de 2008 avec, dès l'année suivante, une croissance négative à - 8,5%, qui allait de pair avec des incertitudes politiques liées aux consultations électorales locales et législatives. Le pays a pu repartir de l'avant du fait des atouts dont il dispose: un vaste espace agricole, une infrastructure industrielle solide, notamment dans l'automobile (Dacia) et des perspectives de développement touristique encourageantes sur le littoral de la Mer Noire et dans les Carpathes...

Novembre 2014 : Début de la cohabitation entre le social-démocrate Victor Ponta, premier ministre depuis 2012, et le nouveau président de la République libéral Klau Johannis, issu de la minorité allemande de Sibiu, en Transylvanie. Entre temps, la politique d'austérité mise en oeuvre avant 2012 par le président de centre- droit Traian Basescu a porté ses fruits et la croissance économique est revenue (2,4% en 2014, la production industrielle qui bénéficie d'un faible coût de la main d'oeuvre - assurant le tiers de cette croissance.) L'objectif d'amener le déficit budgétaire sous la barre des 3% a été atteint, sur fond d'inflation maîtrisée et de baisse du taux de chômage (6,5% en 2014). Le problème demeure de la faiblesse des investissements étrangers, découragés par l'instabilité fiscale. Engagé à mettre en oeuvre une ambitieuse réforme administrative visant à la création de régions d'envergure européenne, le pays peut compter sur l'aide promise par la Commission de Bruxelles, bien nécessaire puisqu'il demeure le plus pauvre de l'Union Européenne si l'on considère le revenu moyen par tête d'habitant.

2015 : Arrivée à la tête du gouvernement de Dacian Ciolos. Le gouvernement socialiste de Victor Ponta a dû démissionner en raison de la colère de l'opinion, exaspérée par l'ampleur de la corruption (plus de 3000 hauts-fonctionnaires, anciens ministres ou élus derrière les barreaux) et par le manque de sécurité qu'a révélée en octobre l'incendie, d'une discothèque qui a fait des dizaines de victimes. La baisse de la fiscalité et le retour des investisseurs étrangers ont dynamisé la croissance et l'arrivée des fonds européens a permis l'amélioration des infrastructures routières.

Décembre 2016 : Les élections législatives donnent 46% des voix au parti social-démocrate. Les résultats sont au rendez-vous en 2017 avec 6,1% de taux de croissance, une activité industrielle en hausse de 7,8% et un volume d'exportations pesant pour un tiers du PIB. Les augmentations des salaires et des retraites ont toutefois favorisé une reprise de l'inflation.

Octobre 2019 : L'opposition libérale parvient à faire chuter le gouvernement social-démocrate et, un mois plus tard, les électeurs élisent pour un deuxième mandat le président Klaus Johannis.

2020 : L'année sera marquée par deux échéances électorales majeures : les municipales au printemps et des législatives à l'automne. Entre libéraux et sociaux-démocrates une force nouvelle a émergé, l'Union Sauver la Roumanie Plus, composée de jeunes urbains centristes séduits par le modèle macroniste français. L'Union européenne reproche au gouvernement roumain sa politique en matière de justice, considérée comme une remise en cause de l'état de droit même si, en mai 2019, le leader de la gauche, Liviu Dragnea, a été condamné à trois ans et demi de prison ferme pour abus de pouvoir. L'émigration de travail vers l'Europe occidentale permet de maintenir à 4% le taux de chômage mais le gouvernement libéral de Ludovic Orban s'est engagé à relancer la croissance pour encourager les expatriés à rejoindre la Roumanie. Trente ans après la chute de Ceausescu, la Roumanie s'est profondément transformée mais demeure, comme sa voisine la Bulgarie, l'un des Etats les plus pauvres de l'Union européenne.

